

## Le Pen parade le 1<sup>er</sup> mai à Paris

# Il faut écraser les fascistes!

1<sup>er</sup> mai — Le Pen a pu aujourd'hui tenir sa sinistre provocation antiouvrière à Paris. Ils étaient peut-être vingt cinq mille à crier « La France aux Français ! » — le mot de code pour les ratonnades. Mais cette manifestation fasciste n'a pas été le raz de marée qu'espérait le Front national (FN) après sa spectaculaire percée électorale du 24 avril. Hormis un noyau dur de quelque deux mille crânes rasés, anciens paras, baroudeurs et autres lumpens, le gros des rangs était formé de la masse amorphe des boutiquiers de province.

Ce même jour, les deux cortèges syndicaux et immigrés séparés sous les bannières, d'un côté, de la CGT et, de l'autre, de la CFDT et de la FEN ont réuni une force bien plus importante, et numériquement et socialement. Mais les bureaucrates réformistes ont délibérément mobilisé pour dissiper la légitime rage antifasciste dans une démonstration de protestation qui a raté le coche. Or, si une manifestation ouvrière de front unique contre les fascistes, forte de ces soixante-dix ou cent mille travailleurs solidement organisés, s'était tenue sur les lieux mêmes du rassemblement du FN, la parade fasciste n'aurait pu avoir lieu. Un bon service d'ordre massif et discipliné, tel que la CGT sait en mobiliser, aurait pu sans trop de problèmes empêcher le noyau dur fasciste de nuire. Et le boutiquier débarquant de son car aurait certainement choisi d'aller voir la tour Eiffel ou les Folies bergères! Malheureusement, l'impunité dont a joui Le Pen ce 1<sup>er</sup> mai ne peut qu'enhardir le petit-bourgeois réactionnaire et permettre à son chef de progresser dans son plan stratégique qui, comme nous l'écrivons dans le tract reproduit ci-après, vise à « organiser son électorat hétéroclite en

La banderole de la Ligue trotskyste dans le cortège du Premier Mai à Rouen



le Bolchévik

sections d'assaut contre les ouvriers et immigrés ».

Depuis 1981, la Ligue trotskyste a mis en garde contre la croissance des fascistes. Mais les 14,4 % de Le Pen au premier tour des présiden-

milliers de personnes avaient manifesté, entre autres, à Berlin-Ouest, Londres et Stockholm — mais pas à Paris — contre les exactions racistes dans leur propre pays et surtout contre la montée du fascisme

son plus faible score depuis les années 20.

Fort de ces assises, le FN a cherché le 1<sup>er</sup> mai à occuper le pavé parisien contre le mouvement ouvrier. Mélangeant Jeanne d'Arc et le 1<sup>er</sup> mai, il a entendu faire parader ses troupes sous le double sceau de la « patrie » et du « travail ». Plus qu'un symbole, un programme! Un programme d'action fasciste pour écraser le mouvement ouvrier. C'est plus qu'un avertissement aux organisations ouvrières, politiques et syndicales, sur les véritables intentions du FN. Sans détours, *National hebdo* (l'organe de Le Pen) du 28 avril affirme ainsi sous le titre « En place pour le troisième tour » que « la droite populaire existe » et que désormais

Suite page 10

## Pour des mobilisations ouvrières/immigrées!

tielles ont constitué un véritable choc, particulièrement au niveau européen. Le journal britannique *The Independent* du 26 avril parlait du « Lebensraum » de Le Pen. Déjà, la veille de ces élections, des

en France. Ce qui se dégage en effet des résultats du 24 avril, c'est surtout la constitution derrière Le Pen d'un électorat populaire, en particulier dans les bastions traditionnels du PCF qui, lui, enregistre

## Indépendance pour la Nouvelle-Calédonie!

# Sale guerre coloniale contre les Kanaks

30 avril — Au moment où s'achevait en France la campagne pour le premier tour des élections présidentielles, sur fond de crise économique, de chômage et de montée sinistre des fascistes, la Nouvelle-Calédonie entrait dans

l'insurrection. En riposte à la provocation manifeste et arrogante que constitue l'organisation des élections régionales issues de l'infâme référendum colonial de septembre dernier, une partie des indépendantistes du FLNKS a décidé de prendre les armes contre les forces d'occupation de l'Etat français qui quadrillent chaque km<sup>2</sup> de ce minuscule bout de terre pour semer la terreur dans la population kanake. Dans la nuit du 23 au 24 avril, un commando du FLNKS attaque une

brigade de gendarmerie dans l'île d'Ouvéa, tuant trois gendarmes et en faisant vingt-sept autres prisonniers. Depuis lors, les affrontements n'ont plus cessé. Huit autres gendarmes dont, ironie suprême, le chef des super-gendarmes du GIGN, sont encore retenus en otages. Fermes incendiées, barrages élevés par les indépendantistes sur tout le territoire de l'île y compris à Kanala, à 150 km de Nouméa, et partout, échanges de coups de feu meurtriers entre militants kanaks et

forces d'occupation. La réponse de l'impérialisme français, vieux routier des sales guerres coloniales, est nette et sans bavure: répression brutale, envoi de troupes supplémentaires venant s'ajouter aux 3 882 hommes de troupes déjà présents (environ un soldat pour dix Kanaks!), arrestations de militants du FLNKS, bombardement de l'île d'Ouvéa par un patrouilleur de la marine, incendie du village de Kanala par la gendarmerie et, pour couronner

Suite page 5

M 2651 - 83 - 5,00 F



3792651005004 00830

# Des cheminots contre le vote Mitterrand

Nous reproduisons ci-dessous un texte intitulé « Deuxième tour des présidentielles 1988 — Appel à l'abstention politique » qui nous a été adressé courant janvier. Signé par plusieurs cheminots, cet appel nous semble significatif, au travers du refus de voter Mitterrand, du rejet de la politique menée par la « gauche » pendant ses cinq ans au gouvernement; mais il marque surtout, chez les ouvriers les plus conscients, une volonté légitime de ne pas réitérer cette « expérience », désastreuse pour le prolétariat, en cherchant à en tirer des conclusions politiques. Nous ne souscrivons néanmoins pas à bon nombre des positions avancées par ces camarades. Nous faisons suivre leur appel de notre réponse, écrite avant le premier tour.

\*\*\*\*\*

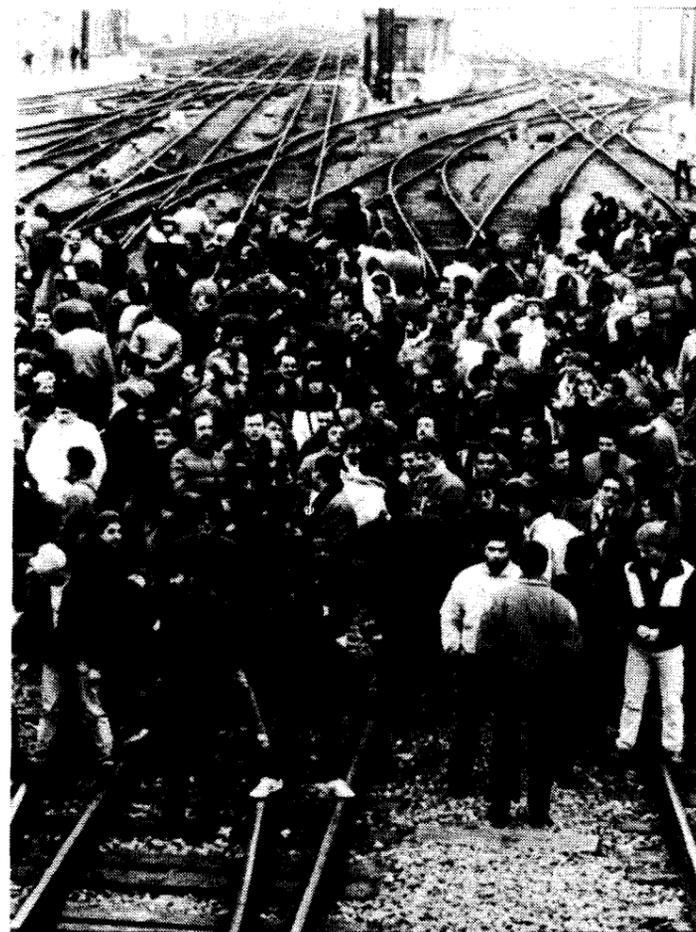
Leurs espérances canalisées par l'unité de la gauche et l'esprit du programme commun de gouvernement, c'était pour un changement profond que les travailleurs votèrent en 1981. Celui-ci devait ouvrir la voie à une société plus juste, aux disparités moins criantes, juguler le chômage et faire payer la crise aux riches.

Les desseins de François Mitterrand et des dirigeants du Parti socialiste godillot tout autres. Pour eux le « changement » devait se limiter à celui du personnel politique et leurs objectifs stratégiques à la réalisation de l'alternance et de son corollaire la bipolarisation définitive de la vie politique française. Pas de changement de société en cela, au contraire, la volonté de pérenniser l'état de chose existant. Le fonctionnement de l'alternance servant d'exutoire aux crises sociales ou politiques en lieux et places du système parlementaire devenu croupion du fait des institutions de la V<sup>e</sup> République.

Pour accéder au pouvoir ils avaient besoin du vote ouvrier. C'est dans le but unique de le récupérer qu'ils s'étaient résolus à contracter alliance avec le PCF et qu'ils firent des concessions à la culture marxisante d'alors de la gauche traditionnelle.

Pour atteindre leurs objectifs réels ils durent donc dans un premier temps se défaire des oripeaux dont ils s'étaient vêtus pour accéder au pouvoir. La première période de leur législation fut spécialement consacrée à la mise en liquidation de toutes les idées forces qui caractérisaient jusque-là la politique de la « gauche » : programme de nationalisations, relance de l'économie par la consommation des ménages, réduction du temps de travail, lutte contre le chômage, impôt sur le capital, etc... tout cela fut mis en oeuvre avec empressement, mais non sans être émasculé et vidé de son contenu essentiel, et, selon des modalités propres à leur attirer un crédit durable. Ces axiomes de la « politique de gauche » qui deux ans à peine auparavant cristallisaient tant d'espérances populaires furent relégués dans les poubelles de l'histoire et taxés d'archaïsmes.

Pour que l'alternance devienne le mode normal et durable de fonctionnement des institutions, les transformations culturelles de « la gauche » devaient se doubler de transformations structurelles : recul du niveau d'activité sociale des tra-



Pavlovsky/Syoma

La grève des cheminots de l'hiver 86-87 a montré que la seule combativité des ouvriers est insuffisante sans direction révolutionnaire.

vailleurs, recul du syndicalisme de classe au profit du syndicalisme de gestion, marginalisation électorale et politique du Parti communiste français, dilution de l'idée même de « classe ouvrière » et à fortiori de son rôle d'avant-garde de la lutte politique.

Le terrain ainsi déblayé ils entreprirent de construire une véritable « force d'alternance » autour du Parti socialiste et sur la base d'une pratique de gestion de la société capitaliste. Telle fut la tâche de la deuxième période de leur législation. Pour en jeter les bases ils gèrent consciencieusement la gabegie : la crise capitaliste fut déclarée inévitable et les travailleurs invités à la payer eux-mêmes au nom « des nouvelles solidarités », ils réactivèrent les plans industriels de leurs prédécesseurs, firent reculer l'inflation sur le dos des masses laborieuses du fait de la politique d'austérité et de désindexation des salaires, laissèrent filer le chômage, portèrent des coups sévères à la protection sociale.

Il s'est donc agi d'une politique antiouvrière, qui plus est réactionnaire et agressive dans les relations internationales. D'autant plus dangereuse qu'elle s'attaque à l'identité même de la classe ouvrière et s'efforce de la priver à jamais de son indépendance politique.

Il était juste en 1981 de voter au deuxième tour François Mitterrand puis pour le candidat de gauche le mieux placé aux législatives. C'était le meilleur moyen

pour la classe ouvrière de s'émanciper des illusions qui entravaient l'évolution de sa conscience politique. Peut-on changer la société par la magie du bulletin de vote en faisant confiance à des politicards ? Une fois encore l'his-

une partie du vote ouvrier à ses propres solutions. Aujourd'hui l'effacement de la classe ouvrière ne ferait qu'ouvrir la voie des plus grands dangers. Ce serait la pire des choses qui puisse advenir face aux perspectives d'aggravation de la crise économique mondiale et à la montée politique de l'extrême droite.

L'urgence en 1988 est donc moins de battre la droite que de sauvegarder ce qui reste de l'indépendance politique de la classe ouvrière et de lui permettre de l'affirmer.

Au premier tour des présidentielles chaque travailleur votera selon sa conscience et ses affinités pour le candidat qui lui paraîtra le mieux à même de représenter nos intérêts et de contribuer à la recomposition du mouvement ouvrier politique. Mais en ce qui nous concerne nous ne voulons pas être partie prenante ni caution de la « gauche d'alternance ». Nous n'acceptons pas le diktat du bipartisme. Nous refusons de laisser digérer notre différence. C'est pourquoi nous nous abstenons lors du deuxième tour. Mais nous ferons en sorte que notre position ne puisse pas être interprétée par quiconque comme une marque de lassitude, un signe de démobilisation ou d'apolitisme. Nos abstentions seront au contraire politiques et témoignent de notre haut niveau de conscience et de notre volonté d'agir pour la sauvegarde de l'indépendance politique de la classe ouvrière.

Le 23 décembre 1987

\*\*\*\*\*

**Réponse du Bolchévik :** Nous ne pouvons qu'approuver les camarades dans leur refus de voter Mitterrand en défense de l'indépendance politique du prolétariat. C'est ce même principe qui nous guide dans les élections de 88. Mais il nous a aussi guidés face à l'union de la gauche et à 81 où la Ligue trotskyste, seule parmi une « extrême gauche » en « état de grâce », a appelé à ne donner aucune voix évi-

Suite page 4

## LE BOLCHEVIK

Organe de la Ligue trotskyste de France, section de la tendance spartaciste internationale, pour reforcer la Quatrième Internationale.

COMITE DE REDACTION : William Cazenave (rédacteur en chef), Antoine Clavez, Marc Delvaux, Emile Fabrol, Suzanne Girard, Jocelyne Melies, Henri Riemann, Bruce Simon, Jean Thimbault.  
REALISATION : Jocelyne Melies.  
DIFFUSION : Wolf Soler.  
DIRECTEUR DE PUBLICATION : William Saffores-Mondotte.

Le Bolchévik, B.P. 135-10, 75463 Paris Cedex 10.

Imprimerie : Gaspard-Monge  
4, rue Bapst, 92600 ASNIERES  
Commission paritaire : n° 59267  
Distribué par les NMPP

Les opinions exprimées dans les lettres ou articles signés ne reflètent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

**Il avait dit la vérité sur l'arsenal nucléaire israélien**

# Vanunu condamné à 18 ans de prison

Le 27 mars, Mordechai Vanunu, âgé de trente-quatre ans, ancien technicien nucléaire à l'usine de Dimona en Israël, a été condamné à dix-huit ans de prison. Enlevé en octobre 1986 par le Mossad pour avoir révélé, dans le journal britannique *Sunday Times* de Londres, la vérité sur le gigantesque arsenal nucléaire détenu par Israël, il a été détenu au secret dans la prison d'Askelon en Israël pendant dix-huit mois, les droits démocratiques minimums lui étant refusés.

Le procès Vanunu a été enveloppé d'un secret si épais que même les soixante pages de la décision prise trois jours avant par la cour, composée de trois juges, ont été censurées, sauf une phrase: « Nous avons décidé que l'accusé est coupable des trois chefs d'accusation. » Les trois accusations étant: rassembler des informations dans l'intention de nuire à la sécurité de l'Etat, aider et se rendre complice de l'ennemi en temps de guerre. Qui est l'ennemi? De quelle guerre s'agit-il? Pour les cinglés sionistes du nucléaire, peu importe — ils sont en guerre contre le monde entier, tout le monde est l'ennemi.

L'acte courageux de Mordechai Vanunu a été un service rendu à l'humanité. Vanunu ne doit pas être oublié. Il faut un tollé de protestations du mouvement ouvrier international pour arracher cet homme des griffes de la terreur sioniste. *Libérez Mordechai Vanunu!*

Selon le *Sunday Times* du 5 octobre 1986, « ce sont bien deux cents armes nucléaires de puissance destructrice variable qui ont été assemblées [...] ». Vanunu a fourni des photos et des informations détaillées sur les installations nucléaires de Dimona dans le désert du Néguev où il a travaillé pendant neuf ans, et qui prouvent qu'il y est produit quarante kilogrammes de plutonium par an. Pour mettre à l'abri des regards indiscrets cette



Rev. John McKnight

**Mordechai Vanunu (à gauche), enlevé et bâillonné par les terroristes d'Etat sionistes**

énorme usine d'armement nucléaire, les Israéliens ont construit une structure complexe, avec de faux murs cachant l'accès au réacteur souterrain de six étages appelé Machon 2.

Evidemment, le petit Israël n'a pas acquis cet énorme arsenal tout seul. Le réacteur a d'abord été construit en 1958 par les Français, et on l'a fait passer pour une usine textile. Après sa découverte en 1960 par un avion espion américain U-2, le premier ministre israélien David Ben Gourion déclara alors qu'il s'agissait d'« un institut scientifique pour la recherche sur les problèmes des zones arides, de la flore et de la faune du désert ». Plus tard, on annonça que c'était une usine de dessalement. Pendant la guerre de 1967, un avion de combat israélien, volant sans contrôle au-dessus du Néguev, a été descendu pour éviter une collision catastrophique avec le projet de « dessalement ».

Les Etats-Unis ont été complices depuis le début. Au milieu des années 60, le président Lyndon Johnson ordonna de cacher le fait



Domenica del Corriere

que la Commission à l'Energie atomique avait découvert la disparition de plusieurs centaines de kilos d'uranium enrichi au moment de l'inventaire d'une compagnie de Pennsylvanie dirigée par un certain Zalman Shapiro. Les archives du Département à l'Energie prouvent qu'ont été livrées à Israël en 1963 quatre tonnes d'eau lourde, ingrédient clé pour faire marcher le réacteur nucléaire de Dimona. L'an dernier, Israël achetait huit cents (!) détonateurs de bombes nucléaires auprès d'une firme américaine. En même temps, Israël expérimentait avec succès son missile balistique Jericho-2, qui a une portée d'environ huit cents kilomètres, et on s'attend à ce qu'il y en ait bientôt une autre version ayant une portée de mille cinq cents kilomètres. Ils peuvent ainsi atteindre les gisements pétrolifères de Bakou et les installations navales stratégiques soviétiques en mer Noire.

A la retraite, le premier ministre Ben Gourion a plusieurs fois laissé entendre qu'Israël se préparait à une guerre préventive contre les Etats arabes voisins et

qu'il avait le « grand égalisateur » qui compenserait le fait que trois millions de Juifs d'Israël sont face à cent millions d'Arabes (*Haaretz*, 14 novembre 1980, traduit par Israel Shahak).

Comme l'écrivait *Workers Vanguard* (n° 416, 21 novembre 1986) à la suite des révélations de Vanunu: « Une douzaine de ces bombes A peuvent anéantir toutes les capitales arabes, l'holocauste de Hitler paraissant à côté un jeu d'enfant [...]. Mais les deux cents bombes nucléaires signifient que les bellicistes de Tel-Aviv et de Jérusalem ont de plus importantes cibles en tête: la Russie. Est-ce qu'il s'agit d'une opération conjointe avec Washington en préparation de l'anéantissement des Soviétiques? [...] Les cinglés sionistes pourraient très facilement — et peut-être délibérément — déclencher une troisième guerre mondiale. »

Qui peut douter que les sangui- naires dirigeants sionistes, s'ils ont le dos au mur, ne soient prêts à entraîner le monde entier avec eux? Le jour même où Vanunu a été condamné, les troupes israéliennes tuaient deux manifestants palestiniens de plus. Au moins cent cinquante Palestiniens ont déjà tués par les bouchers israéliens depuis le début du soulèvement. Lorsque finalement un soldat israélien a été tué dans cette guerre à sens unique, les assassins sionistes ont eu le culot de hurler « C'est un meurtre ». Plus de quatre mille Palestiniens ont été ramassés durant ces dernières semaines. En préparation aux rassemblements de la Journée de la terre du 30 mars, pour commémorer le meurtre de six Palestiniens qui protestaient contre la prise des terres par les sionistes, tous les territoires occupés ont été bouclés. Le premier ministre israélien Itzhak Shamir a averti que les Palestiniens pouvaient être écrasés « comme des sauterelles »: « Qui-conque veut endommager cette forteresse ou les autres forteresses que nous établissons aura la tête écrasée sur les pierres et les murs » (*New York Times*, 31 mars).

Les terroristes sionistes, en collaboration avec leurs alliés et patrons impérialistes, réclament les droits d'extra-territorialité partout dans le monde. Même avant d'être pris à Londres, Vanunu a été traqué en Australie par l'ASIO, les services de sécurité australiens. A Londres, le MI6 de Thatcher a aidé le Mossad. La cour de Jérusalem où Vanunu était jugé était hermétiquement close et entourée de gardes. Vanunu était obligé de porter un

*Suite page 9*

# Il faut sauver les six de Sharpeville

L'exécution prévue des six de Sharpeville a concentré l'attention du monde sur l'oppression brutale de l'apartheid en Afrique du Sud. Mojalefa Sefatsa, Reid Mokoena, Oupa Diniso, Duma Khumalo, Francis Mokgesi et Therese Ramashamola ont été condamnés à mort par pendaison parce qu'ils étaient présents au moment où des Noirs, qui faisaient la grève des loyers, ont tué un collaborateur du régime de l'apartheid en septembre 1984. Une protestation internationale a contraint, le 17 mars, le tribunal sud-africain à surseoir à l'exécution pour quatre semaines.

Aucun des six n'est accusé d'avoir participé au meurtre. Le tribunal, utilisant le principe nazi de responsabilité collective, a sim-

plement décidé que leur présence dans la foule à l'extérieur de la maison du député-maire, Jacob Dlamini, démontre qu'il y avait « un but commun » avec ceux qui ont arrosé Dlamini d'essence et qui y ont mis le feu après qu'il eut tiré un coup de feu en direction des manifestants. Quatre jours après la suspension de l'exécution, un million d'ouvriers noirs sud-africains faisaient une grève nationale pour commémorer le vingt-huitième anniversaire du massacre de Sharpeville et pour protester contre la vague de répression.

La suspension de l'exécution était destinée à étouffer les protestations. Les masses ouvrières du monde doivent rester vigilantes. Une quarantaine environ d'autres exécutions ont été prévues pour des op-

posants à l'apartheid et à ses la- quais.

Le 18 mars, le bourreau sanguinaire de l'apartheid a exécuté Tsepo Letsoara accusé d'avoir tué, à Port-Elizabeth, un informateur des flics. Les bouchers racistes qui dirigent l'Afrique du Sud veulent envoyer les six à la potence dans l'obscurité de la nuit, au moment où personne ne sera plus sur ses gardes.

Moses Mayekiso, le secrétaire général de l'Union of Metal Workers of South Africa (NUMSA), fort de cent trente mille membres, et quatre de ses camarades continuent de lutter pour leur liberté. Mayekiso, son frère Mzwanele, Obed Ba-

pela, Richard Mdakane et Paul Tshabala sont accusés de trahison, de subversion et de sédition pour le rôle de dirigeants qu'ils ont joué dans le comité d'action d'Alexandra. En février 1986, le comité organisa une révolte dans la township d'Alexandra, expulsant la police et les fonctionnaires du gouvernement. Pendant des années, l'efficacité de Mayekiso comme dirigeant syndical et sa présence dans la township ont fait de lui la cible principale de la sale police de l'apartheid, aux mains de laquelle il subit torture et emprisonnement. Libérez les six de Sharpeville! Libérez Moses Mayekiso! Libérez Nelson Mandela et toutes les victimes de la répression d'Etat de l'apartheid!

*Adapté de Workers Vanguard n°450*

## Cheminots...

Suite de la page 2

demment à Giscard mais aussi à Mitterrand. Le dégoût qu'éprouvent aujourd'hui de nombreux travailleurs pour un Mitterrand est plus que justifié, mais la tâche des militants ouvriers les plus conscients est d'aller plus loin, jusqu'au bout des leçons de l'« expérience » amère de 81.

Cet appel est à l'évidence un texte de compromis, et les camarades s'arrêtent tôt en chemin. Ils bornent notamment l'application du principe d'indépendance de classe au seul second tour du seul 88. Pourquoi donc ce principe ne s'appliquerait-il pas au premier comme au second tour? Comme nous l'avons déjà expliqué (cf. *le Bolchévik* n° 82, avril), de Lajoinie à Juquin, en passant par Lauguiller et Bousset-Lambert, aucun candidat ne permet aux travailleurs d'exprimer leur volonté d'indépendance de classe face à Mitterrand et aux candidats des partis bourgeois. De plus, si les camarades ne partagent pas les illusions de la LCR et autres laudateurs de Mitterrand, ils n'en affirment pas moins qu'il était juste en 81 de voter Mitterrand, en tant que « moyen pour la classe ouvrière de s'émanciper des illusions ».

La description qu'ils font du bilan de 81 parle pourtant d'elle-même. Loin d'ouvrir la masse des travailleurs à la conscience révolutionnaire, l'« expérience » de 81 les a paralysés et démobilisés, leurs luttes se brisant — en l'absence de direction alternative — sur l'obstacle des bureaucrates accrochés à Mitterrand. Elle a pavé une voie royale à la droite revancharde, revenue au gouvernement avec dans son sillage de menaçantes bandes fascistes, insignifiantes avant 81. Bien avant le 10 mai 81, la LTF lançait l'avertissement que la « gauche » finirait par se tourner contre les travailleurs et finalement ferait le lit de la réaction. Quelques jours après la victoire de Mitterrand, nous écrivions: « Les travailleurs n'ont pas à faire les frais d'une "austérité de gauche" en serrant les dents, soumis au chantage de la perspective du retour de la droite au pouvoir. L'issue est dans la mobilisation des travailleurs indépendamment du front populaire [de Mitterrand], ou plus exactement contre le front populaire » (*le Bolchévik* n° 26, juin 1981). Nous ne faisons là qu'appliquer la leçon principale de toutes ces alliances de type front populaire où nécessairement les partis ouvriers réformistes se subordonnent politiquement à leurs partenaires bourgeois. De l'Espagne des années 30 au Chili des années 70, tous les fronts populaires, faute de pouvoir être renversés par le prolétariat comme en Octobre 17, ne font que livrer

pièdes et poings liés le prolétariat à son ennemi de classe et ouvrir toutes grandes les portes à la réaction. Le parti révolutionnaire, précisément parce qu'il est porteur de l'expérience accumulée et assimilée de la lutte des classes internationale, se doit de combattre avec une totale intransigeance la politique front-populiste criminelle des partis réformistes. C'est pourquoi les marxistes, qui ne sont pas par ailleurs des abstentionnistes par principe, refusent de donner dans les élections le moindre soutien, même le plus critique soit-il, à des partis réformistes membres d'une alliance *bourgeoise* de front populaire. Si l'on veut tracer la ligne de classe dans des élections, la condition minimum pour envisager de voter pour les candidats de partis réformistes de masse est qu'ils se présentent indépendants de la bourgeoisie.

Tirant le bilan de 81 sans la « mémoire historique » qui ne peut être donnée que par le parti révolutionnaire, les initiateurs de l'appel se condamnent par avance à refaire, comme « moyen pour la classe ouvrière de s'émanciper des illusions », d'autres « expériences » de collaboration de classe — après l'union de la gauche, le « nouveau rassemblement majoritaire » du PCF ou toute autre nouvelle combinaison de front populaire prétendant lutter contre la réaction. Au contraire, il faut briser le cycle infernal réaction-front populaire dans lequel le réformisme enferme et étouffe la classe ouvrière. Les révolutionnaires ne prônent pas en effet une « absence politique » — ils ont une alternative: la lutte pour un gouvernement ouvrier expropriant la bourgeoisie, en traçant systématiquement, à partir des revendications actuelles du prolétariat, la voie d'une mobilisation extra-parlementaire le conduisant à la conquête du pouvoir. Émanciper le prolétariat de ses illusions, c'est avant tout émanciper le prolétariat de ses directions réformistes traîtres du PCF et du PS. C'est le doter d'une direction armée du programme de la révolution prolétarienne.

C'est à la question d'adopter un tel programme que sont confrontés les camarades qui rejettent la politique de collaboration de classe. L'appel n'aborde pas, même de façon embryonnaire, cette question cruciale. Or sans programme révolutionnaire, l'exigence de l'indépendance de classe reste vide de tout contenu. Tout au plus se réduit-elle à un syndicalisme combatif, au fond incapable de rompre avec le réformisme. La grève des cheminots en a précisément montré les limites. Le cadre strictement catégoriel que s'étaient donné les grévistes, comme réponse aux trahisons des bureaucrates réformistes, s'est vite révélé un carcan les empêchant d'affronter la *politique* du gouvernement. Comme nous le disions

alors, « la situation exigeait une direction capable d'étendre la grève et de la porter au niveau de ses véritables enjeux [...]. L'organisation par des comités de grève (élus et révocables à tout moment) de piquets de masse était la pierre de touche de la grève, pour arrêter tout, rallier les hésitants, la protéger contre les flics et les jaunes et l'étendre. Une direction lutte de classe devait mettre à l'ordre du jour la grève générale — posant immédiatement la question de la jonction avec les secteurs de l'industrie et ceux qui ont été sous les gouvernements de gauche à l'avant-garde des luttes: les travailleurs immigrés. Concrètement à la SNCF, tout comme à la RATP ou aux PTT, il s'agissait de jeter un pont en

pour récupérer des voix ouvrières. C'est ce que racontait aussi le PCF dans un premier temps. De plus, les signataires de l'appel n'ont même pas un seul mot sur la terreur raciste ou sur les immigrés! Ils expriment là ce qui fut une des faiblesses principales de la grève des cheminots, incapable de faire la jonction avec les travailleurs immigrés. Elle est malheureusement restée la grève d'une aristocratie ouvrière ignorant les immigrés — couche surexploitée du prolétariat que la bourgeoisie cherche à rendre taillable et corvéable à merci en la privant de droits, en la soumettant à la terreur raciste. Aujourd'hui, le poison du racisme et des divisions raciales menace l'unité et la capacité de lutte mêmes de la classe



Sygm

**A Talbot, les OS immigrés se sont retrouvés seuls face aux flics, aux jaunes et à la maîtrise.**

direction des entreprises de sous-traitance qui emploient une majorité d'immigrés — une main-d'œuvre hors statut. Même entreprise, même statut! Titularisation immédiate des auxiliaires! Non à l'exclusion des étrangers de la fonction publique! Une industrie, un syndicat! Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés! Baisse massive du temps de travail et augmentation massive des salaires! Embauche massive! Echelle mobile des salaires et des heures de travail!» (*le Bolchévik* n° 70, février 1987). Là, comme par exemple lors de la grève de Talbot, contrairement à LO enfermée dans son programme économiste étriqué, ce que nous avons cherché, c'est d'aider les travailleurs, au cours de leur lutte, à trouver un pont (consistant en un système de revendications transitoires) entre leurs revendications immédiates, qui se heurtent aux tendances destructrices et dégradantes du capitalisme décadent, et le programme de la révolution socialiste.

Sans la perspective du gouvernement ouvrier, l'appel, tout en dénonçant l'électorisme, reste prisonnier du cadre parlementariste — le revers de la médaille du syndicalisme. L'alliance du PS et du PCF dépasse de loin l'objectif de s'emparer des voix ouvrières. L'appel, centré sur une critique du PS, fait l'impasse sur le rôle joué par la direction réformiste du PCF, et de ce fait l'épargne passablement. Mais Marchais et Cie ont été embauchés par Mitterrand et ses alliés bourgeois pour contenir les luttes et les casser si nécessaire. Ce qu'ils ont fait, et ils ont été remerciés après avoir accompli leur sale boulot.

Pareillement, le développement des fascistes est décrit comme un phénomène électoral inoffensif, même comme un « hochet » créé par le PS « en partie grâce à la fausse proportionnelle » et agité

ouvrière de ce pays, dont les immigrés constituent une composante stratégique. Le devoir d'une direction révolutionnaire est d'expliquer cela sans détour à tous les ouvriers conscients, et de mener une lutte impitoyable contre tous les aspects de la ségrégation raciste, notamment en exigeant les pleins droits de citoyenneté pour les travailleurs immigrés et leur famille. Les ouvriers « français » doivent être bien conscients d'une chose: la terreur fasciste ne s'arrêtera pas aux portes des quartiers immigrés. On peut d'autant plus s'élever contre l'« oubli » de l'appel que les cheminots ont été eux-mêmes confrontés à la menace des terroristes racistes et anticomunistes du Front national (FN) qui se sont attaqués en plusieurs endroits, sous couvert d'« usagers », à leur grève. Ils auraient pu devenir la pointe avancée d'une mobilisation pour écraser cette racaille. Mais de telles mobilisations exigent un programme et une direction *révolutionnaires*. Car ce n'est pas un complot électoraliste de Mitterrand qui a jeté dans les bras de Le Pen des milliers de lumpens et de petits-bourgeois désespérés et enragés. C'est l'impasse de la « démocratie » bourgeoise et de la politique réformiste des PS et PCF face à une crise du capitalisme qu'ils ont gérée loyalement, au profit de la bourgeoisie.

Il n'y a aucune solution dans le cadre du capitalisme. Et bien plus que le fruit d'un machiavélisme de Mitterrand comme le dépeint l'appel, la faillite de 81 est la faillite d'une politique: le réformisme. Les camarades signataires de l'appel, comme tous ceux des militants ouvriers qui veulent préparer les victoires à venir, doivent tirer tous les enseignements de 81 en rejoignant le combat de la Ligue trotskyste pour construire le parti révolutionnaire. ■

**LE BOLCHEVIK**

On ne peut pas combattre le chômage, le racisme et les fascistes avec eux

**Mitterrand, Lajoinie, Juquin, etc.:**  
ils nous ont foutus dans cette merde!

Non à la collaboration de classe! Gouvernement ouvrier!

**LE BOLCHEVIK**

**ABONNEZ-VOUS**

30 F pour 10 numéros  
Hors Europe: 40 F (avion 60 F)  
Etranger: mandat poste international

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

TEL \_\_\_\_\_

Ecrire au Bolchévik, B.P. 135-10,  
75463 Paris Cedex 10

# Renault-Cléon: tirer les leçons pour le prochain round

28 avril — A l'usine Renault-Cléon, près de Rouen, l'heure est principalement au bilan. La colère ouvrière gronde toujours, mais les 135 licenciements « secs » décidés par la direction sont aujourd'hui, pour l'essentiel, effectifs. Ce n'est pourtant pas la volonté de lutte qui a fait défaut aux travailleurs. Cela fait six mois que des mobilisations secouent Cléon. Mais leur combativité a été galvaudée par les directions syndicales qui se sont refusé dès le début à engager la lutte dans la seule voie susceptible de mener à la victoire: arrêt total de la production, jonction avec les autres usines du groupe Renault et avec les entreprises de la région rouennaise qui, elles aussi, licencient.

La tactique de la direction de la CGT — la CFDT a été quasi inexistante — n'a cherché qu'à retarder les échéances en faisant appel à la « justice » bourgeoise pour casser la procédure de licenciement. Et, en guise de lutte, elle a offert une succession d'actions-spectacles, de débrayages, de blocages temporaires de chaînes et autres actions partielles et limitées, au coup par coup et sans lendemain, isolées des autres bastions Renault que sont Sandouville, Le Mans ou Flins. Une recette assurée pour la défaite!

L'autre volet de la politique des bureaucrates syndicaux — la « bataille » juridique — s'est aussi effondré avec la décision, le 20 avril, de la cour d'appel de Rouen déboutant les syndicats de leur demande de complément d'information dans la procédure de licenciement. Le lendemain, dans l'usine, la colère est à son comble. La CGT appelle à un débrayage de deux heures pour les équipes du matin et de l'après-midi. Le matin, le traditionnel cortège dans la boîte, « licenciés » en tête, commence tranquillement. Mais la tension monte à l'approche des « aquariums », les bureaux en verre de la maîtrise. Les vitres



Une action-spectacle à Renault-Cléon : les licenciés enchaînés

seront descendues et, dans le bâtiment E, ils sont même mis à sac. Cette violente explosion de rage condense toute la frustration d'une combativité que les bureaucrates ont enfermée dans des actions sans perspective et sans espoir. Pour empêcher les gars d'aller en découde avec la direction de l'usine elle-même, les responsables cégétistes appelleront à faire du lendemain une journée « usine morte ».

Effectivement, le 22 avril, dès 5 heures, de solides piquets de grève, forts de plusieurs centaines d'ouvriers, bloquent les portes. Y compris les trous faits dans le grillage par la direction il y a quelques semaines sont gardés par des piquets. Des camions de grévistes patrouillent autour de l'usine vide pour renforcer les piquets quand il est besoin. Plusieurs fois, des cadres tenteront des provocations contre

les piquets. Ils seront fermement dissuadés. Toute la journée, la production sera totalement arrêtée. Les piquets ont à nouveau prouvé à quel point ils sont une arme indispensable à une grève efficace. Et le 22 avril balaie les arguments défaitistes des bureaucrates qui camouflent leur propre couardise réformiste en prétendant que les ouvriers ne suivront pas des « actions dures ». Mais, pour les bonzes syndicaux, tenir un piquet de grève a autant de valeur que brûler des pneus sur une autoroute... Pour preuve, les grévistes se quitteront le soir sans la moindre perspective, sans le moindre mot d'ordre, et le vendredi 22 sera sans lendemain. Pour les dirigeants réformistes, ce ne sera qu'un baroud d'honneur alors que tout est pratiquement joué. Les toutes dernières lettres de la direction aux « licenciés »

tombent dans le week-end.

Mais les batailles sont loin d'être finies à Cléon. La direction a dans ses projets d'autres charrettes de licenciés. Les travailleurs de Cléon ont perdu le premier round, mais ils ont malgré tout gardé un haut niveau de combativité. Ils sont prêts à se battre à nouveau. Mais les luttes à venir devront se renforcer des leçons de cette première bataille. On ne déjouera pas les plans de la direction de la Régie, qui divise en frappant usine par usine, en ripostant, comme le font les actuelles directions syndicales, usine par usine. Flins est la prochaine cible. Et ce pourrait bien être Flins qui engage le deuxième round. Cette fois, les travailleurs de toutes les usines Renault devront unir leurs forces dans un combat déterminé à faire reculer la direction de la Régie. De plus en plus nombreux sont les ouvriers qui ressentent le besoin vital d'étendre leurs grèves. Hier, c'étaient les cheminots qui, mobilisés dans toutes les gares, ont réussi à faire remballer à Chirac ses plans antiouvriers. Aujourd'hui, ce sont les travailleurs de la SNECMA, dans la région parisienne, en lutte pour 1 500 francs d'augmentation, qui cherchent à briser leur isolement. Le 27 avril, ils se sont rendus en masse à l'usine proche de Citroën-Aulnay, où sont employés de nombreux travailleurs d'origine immigrée. Ils ont réussi à pénétrer à l'intérieur de l'usine où ils ont été chaleureusement accueillis par leurs camarades de Citroën.

C'est cette voie que traçait, dès l'annonce des licenciements à Cléon, notre camarade Gilles Cazin, ouvrier dans cette usine, dans une lettre qu'il distribua (cf. le *Bolchévik* n° 79, janvier): « Se battre seuls les uns après les autres, usine par usine, ne conduit qu'à se faire battre les uns après les autres [...] ».

« Arrêtons la production avec des piquets de grève! Etendons la grève, envoyons des délégations aux autres usines! Voilà les tâches minimums que doit se fixer une direction décidée à conduire la grève jusqu'à la victoire. C'est une telle direction que doivent se donner les travailleurs en lutte en élisant au COMITE DE GREVE ceux qui ont la vision la plus claire pour gagner. » ■

## Kanaks...

Suite de la page 1

le tout, demande d'interdiction du FLNKS émanant du ministre des colonies, Pons.

Beaucoup parmi les indépendantistes et dans les médias voient dans ces affrontements violents d'aujourd'hui l'écho lointain de la Toussaint de 1954, qui marqua le début de l'insurrection armée du peuple algérien contre l'oppression coloniale française. Mais même si la

gravité de la situation force l'analogie, la réalité des forces en présence sur ce confetti de l'Empire, où l'impérialisme français s'accroche pour défendre ses intérêts stratégiques dans la région, pourrait bien conduire à une tragédie sanglante aboutissant à une extermination de la population kanake plutôt qu'à une guerre de libération nationale victorieuse.

En effet, outre le démentiel dispositif militaire mis en place par le colonialisme, il y a en Nouvelle-Calédonie plus de 40 % de la population opposée à l'indépendance. Et parmi celle-là, la majorité de la population caldoche, influencée par les enrégés du RPCR, mais aussi dans une mesure non négligeable par les fascistes du Front national dont les déclarations (comme celles du RPCR) sont sans ambiguïté. A tout moment, la situation peut basculer dans un bain de sang où, étant donné le nombre et le niveau d'armement des forces pro-impérialistes, la population kanake n'aura pas le dessus.

Cette impasse tragique est aussi celle du nationalisme étroit de la politique du FLNKS dont la logique exclut d'une Nouvelle-Calédonie indépendante toutes les autres communautés (les Caldoches mais aussi



Les troupes d'occupation coloniales quadrillent une Nouvelle-Calédonie en état d'insurrection.

Tahitiens, Wallisiens, etc.) qui ont les mêmes droits légitimes que les Kanaks à vivre sur cette terre. La seule solution à la hauteur de la situation est la rupture avec ce nationalisme suicidaire et la lutte d'une coalition des travailleurs conscients de toutes les ethnies de l'île pour jeter à la mer les troupes et l'administration françaises, rassemblés sur la base d'un programme garantissant à chacune de celles-ci, qui désirent vivre dans une Nouvelle-Calédonie indépendante, les droits démocratiques à l'exis-

tence. Mais cela ne pourra se faire sans la liaison étroite avec les luttes des prolétariats australien et néo-zélandais. Cependant, pour arrêter le bras meurtrier des fascistes qui s'apprêtent à rentrer en action et le marteau pilon des forces armées coloniales, il est urgent que la classe ouvrière française se mobilise massivement en défense de la population kanake et exige l'indépendance immédiate de la Nouvelle-Calédonie et le retrait immédiat des troupes françaises de Nouvelle-Calédonie et du Pacifique! ■

### POUR CONTACTER LA LTF

- Paris** Le Bolchévik  
BP 135-10  
75463 Paris Cedex 10  
Tel: 42 08 01 49
- Rouen** Spartacist  
BP 240  
76003 Rouen Cedex  
Tel: 35 71 20 86
- Lyon** Spartacist  
BP 7105  
69353 Lyon Cedex 07  
Tel: 78 58 62 17

## Une contribution à «Lutte de classe» que LO a refusé de publier

# Lutte ouvrière et la question russe

En juillet 1986, Lutte ouvrière (LO) faisait paraître une nouvelle édition, trilingue, de son organe international *Lutte de classe/Class Struggle/Lucha de Clase*, et annonçait que cette revue ouvrirait ses colonnes aux «différentes tendances trotskystes». (LO estime que puisque la Quatrième Internationale fondée par Trotsky n'existe pas, tous les groupes qui se proclament «trotskystes» le sont effectivement.) Mais, quand la tendance spartaciste internationale (TSI) voulut prendre LO au mot en soumettant à *Lutte de classe* un document sur la question russe, nous nous heurtâmes à un refus catégorique. Nous reproduisons ci-après le document soumis par la Ligue trotskyste, section française de la TSI.

Ce texte, qui synthétise nos positions sur ce qu'est le programme trotskyste de notre époque, nous semble mériter d'être publié même si LO a depuis abandonné ses prétentions à une «confrontation politique» internationale.

Pour nous trotskystes, l'internationalisme prolétarien signifie avant tout une lutte acharnée pour construire une internationale basée sur un programme léniniste vivant et régie par le centralisme démocratique. Mais les dirigeants de LO ne l'entendent pas de cette oreille. Eux ne se fixent prudemment que des tâches à leur mesure de philistins pusillanimes, imprégnés jusqu'à la moelle de pessimisme et d'étroitesse nationale: «Nous voulons échanger avec [les autres groupes "trotskystes"] nos façons de mener nos politiques afin que nos militants respectifs bénéficient d'un peu d'expérience, d'un peu d'air, d'un peu d'ouverture sur d'autres pays et sur d'autres démarches. Et

*nous sommes partisans que nos politiques respectives puissent se mener librement, indépendamment les unes des autres, tout en se confrontant fraternellement. Et à notre avis, c'est le seul moyen de sélectionner à l'échelle internationale, des cadres d'un niveau suffisant pour former une direction internationale reconnue par tous. [...] c'est le seul moyen à notre portée dans l'immédiat, pour travailler, pour oeuvrer dans le sens de la construction de la IV<sup>e</sup> Internationale»* (*Lutte de classe* n° 1, juillet 1986). En fait d'«expérience», il s'agit ici de «confronter fraternellement» les différentes variétés nationales d'opportunisme.

Car si l'opportunisme a mille visages, il est par essence national. Il s'agit toujours d'une capitulation devant la pression politique exercée par la bourgeoisie, directement ou par l'intermédiaire de ses lieutenants ouvriers que sont les bureaucrates réformistes. En France, depuis le début des années 80 cette pression de l'opinion bourgeoise a pris en premier lieu la forme d'une hystérie antisoviétique autour de la Pologne et de l'Afghanistan. Là, LO n'a pas hésité à hurler avec les loups contre l'URSS. Mais son bilan n'est pas plus brillant quand il s'agit de la collaboration de classe en France: le 10 mai puis en juin 1981, comme les autres charlatans pseudo-trotskystes, LO a appelé les travailleurs à mettre Mitterrand au pouvoir en votant pour lui «sans illusions, mais sans réserves», sous prétexte que c'était ce que «voulaient» les travailleurs. En réalité, les dirigeants de LO avaient surtout peur du courroux des bureaucrates réformistes (particulièrement ceux du PCF) qui les auraient autrement accusés de «faire le jeu de la



Robert Capa

Trotsky parle «En défense de la Révolution russe» lors de son premier meeting public en exil, à Copenhague en novembre 1932.

droite». Ce qui n'empêche pas Laguiller, sept ans après, d'expliquer cyniquement qu'en 81 elle avait «mis en garde» les travailleurs que Mitterrand les trahirait! L'opportunisme a toujours la mémoire courte.

Incapable d'affronter politiquement les réformistes en offrant aux ouvriers avancés que ceux-ci influencent un programme et une direction révolutionnaires, LO contourne l'obstacle en s'adressant aux «ouvriers du rang» et aux «petites gens» avec une démagogie populiste d'où toute trace de marxisme a disparu. Cela n'est pas nouveau, pas plus que l'indifférence typiquement ouvriériste de LO face à l'oppression et à la terreur racistes — que les ouvriers luttent d'abord pour leurs salaires, après on verra. Mais dans un pays ravagé par la crise économique et le racisme, cette indifférence devient une insensibilité de plus en plus nauséabonde, d'autant plus que beaucoup des «petites gens» auxquels s'adresse Arlette, «la femme du peuple», se tournent maintenant vers les fascistes.

Aujourd'hui, LO en est à descendre dans la boue démagogique où se vautre Le Pen pour lui disputer les voix de ces «petits Blancs» racistes. On peut ainsi lire dans l'éditorial de ses «Bulletins

d'entreprise» du 11 janvier que «Le Pen se moque pas mal des immigrés et des problèmes réels ou supposés que leur présence pourrait poser aux travailleurs. Le Pen défend les patrons. Si les patrons ont besoin de travailleurs immigrés, Le Pen n'empêchera aucun travailleur immigré de venir en France, et il n'en fera partir aucun» (LO n° 1024, 16 janvier). Nous ne pouvons croire que les militants de LO pensent réellement qu'il y a d'un côté «les travailleurs» (français et blancs) et de l'autre «les immigrés» qui leur posent des «problèmes réels» (!), et qu'il faut expliquer gentiment aux petits Blancs racistes que Le Pen les trompe parce qu'il ne tiendra pas sa promesse de foutre les Arabes dehors. Mais comment peuvent-ils accepter de distribuer à la porte des usines de pareilles ordures?

Et ceci n'était pas une «bavure» isolée, aussi scandaleuse soit-elle. Deux mois plus tard, le 7 mars, Laguiller allait débattre à la télévision avec un des chefs du Front national (FN) dans l'émission «Duel sur la Cinq». Le fasciste Martinez lui proposa aimablement, après avoir vomi sa haine anti-immigrés et antisémite (le «millionnaire Fabius») de «faire ensemble la révolution nationale» — le cri de guerre du régime de Pétain. Ce lieutenant de Le Pen avait hélas!



le Bolchévick

25 juin 1981 — Piquet de protestation de la LTF contre un meeting antisoviétique sur l'Afghanistan et contre l'entrée des ministres PCF dans le gouvernement

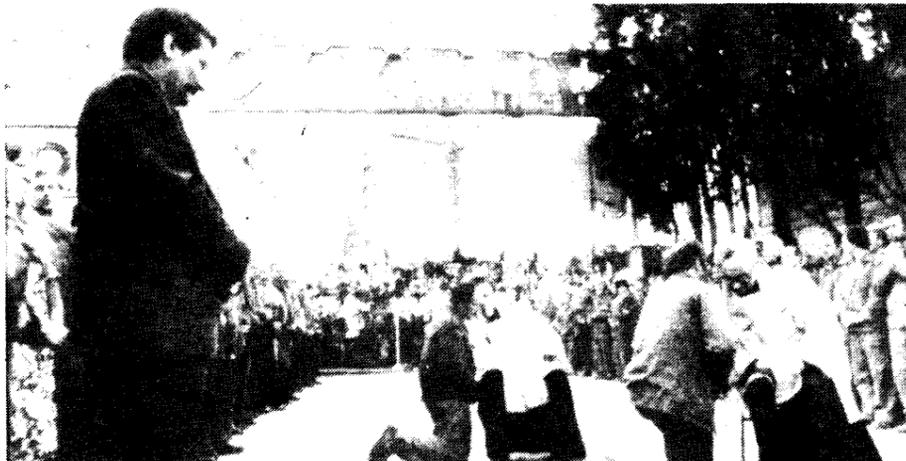
bien compris qu'il avait en face de lui la représentante d'une organisation « bien de chez nous » — la solution de LO à tous les problèmes de la planète est toujours de « construire le parti en France » — dont la démagogie populiste ne fait pas le poids face à celle des fascistes, plus simple et plus « radicale ».

Et c'est malheureusement cela qui est ressorti des « arguments » infâmes utilisés par « Arlette » : « Vous êtes pour la fermeture des frontières aux travailleurs. Mais vous êtes pas pour la fermeture des frontières pour les capitaux. Et aujourd'hui, ça vous gêne pas que de Benedetti, Goldsmith ou Empain, qui ont même pas la nationalité [interruption de Martinez]. Ça vous gêne pas que leurs capitaux qu'ils ont réalisés ici sur la sueur des ouvriers, qu'ils soient français ou immigrés, ils les réenvoient à l'étranger. Ça, ça vous gêne pas. Là, vous êtes pas nationaliste. Pour l'argent vous n'êtes pas nationaliste. Vous n'êtes nationaliste que pour les travailleurs. » C'est là le programme réformiste, chauvin, du « Produits français » du PCF poussé à ses limites les plus nauséabondes ! Mais sur le terrain du chauvinisme, les fascistes ne craignent pas la concurrence. Aux petits-bourgeois ruinés par le grand capital, ils jettent en pâture des boucs émissaires : d'un côté les immigrés, et de l'autre les Juifs dénoncés comme les « exploités étrangers ». C'est bien pour cela que les allusions antisémites à peine voilées sont si omniprésentes dans les harangues de Le Pen.

Les dirigeants de LO s'obstinent à répéter que le FN n'est « pas encore » un parti fasciste. Les faits, hélas!, sont têtus et après le choc du premier tour des présidentielles, *Lutte Ouvrière* a bien été obligée de reconnaître que Le Pen est un danger et que les travailleurs les plus conscients s'interrogent sur les moyens de le combattre. Mais la seule chose que Laguiller et Cie leur proposent c'est de « s'unir et combattre ensemble »... pour le SMIC à six mille francs et l'arrêt des licenciements ! Comme l'expliquait Trotsky en 1935, en pleine montée des « ligues » fascistes : « Si la riposte des ouvriers à l'offensive du capital se renforce demain, si les grèves deviennent plus fréquentes et plus importantes, le fascisme [...] ne disparaîtra pas, mais, au contraire, il grandira deux fois plus [...]. En se défendant contre les coups économiques portés par le capital, il faut en même

temps savoir défendre ses organisations contre les bandes mercenaires du capital » (« Encore une fois, où va la France? », *Oeuvres*, tome 5).

Nous demandons aux militants et sympathisants de LO de méditer ce fait : LO n'a aucune réponse à apporter à la question brûlante que se posent aujourd'hui, à juste titre, les ouvriers avancés de ce pays. Et



Lech Walesa s'agenouille devant la hiérarchie catholique. LO a soutenu Solidarność, bien qu'admettant qu'elle colporte « des idées politiques cléricales et réactionnaires ».

nous les mettons en garde. Dans un pays où les fascistes recueillent près de 15% des voix, le populisme, surtout combiné avec l'antisoviétisme, peut mener un petit groupe de propagande sans base ouvrière de masse vers des eaux sans rivages bien loin du mouvement ouvrier. A ceux qui veulent être des révolutionnaires et que pourrait séduire l'apparence de combativité et d'attachement à la classe ouvrière que se donne LO, nous disons qu'ils n'ont rien à faire dans cette organisation dont les dirigeants font le jaune en traversant des piquets de grève (comme à Renault-CKD en 1986), et qui est tout aussi incapable de défendre les ouvriers et tous les immigrés contre le fascisme que de défendre les acquis ouvriers en URSS. LO n'est pas un endroit pour un trotskyste !

« La politique est l'expression concentrée de l'économie, ai-je répété dans mon discours, car j'avais déjà entendu me reprocher mon attitude "politique", ce qui est absolument dénué de sens et inadmissible dans la bouche d'un marxiste. La politique ne peut manquer d'avoir la primauté sur l'économie. Raisonner autrement, c'est oublier l'a b c du marxisme » (Lénine, « A nouveau les syndicats, la situation actuelle et les erreurs de Trotsky et Boukharine », 1921, *Oeuvres*,

tome 32).

« La guerre est une simple continuation de la politique par d'autres moyens » (Clausewitz, *De la guerre*, 1832).

1. Le parti d'avant-garde mondial — la Quatrième Internationale — ne peut être reforgé que dans une lutte politique contre le révisionnisme et sur la base d'un pro-

gramme vivant, c'est-à-dire de positions claires et précises sur les questions brûlantes de notre époque. La défense militaire inconditionnelle de l'URSS contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste est une question aussi cruciale aujourd'hui qu'elle l'était lorsque la Quatrième Internationale fut fondée. Dans cette contribution à la discussion ouverte dans les pages de *Lutte de classe* nous traiterons donc de la question russe.

2. Les bolchéviks russes ont sorti la révolution prolétarienne du domaine de l'abstraction et lui ont donné corps et vie. Depuis Octobre 1917, la défense de l'Union soviétique est une tâche cruciale dans la lutte pour la révolution prolétarienne mondiale. Elle est en même temps une des pierres de touche qui distinguent ceux qui s'efforcent de maintenir la tradition et la pratique de l'Internationale communiste dans l'esprit et le programme des bolchéviks, et d'agir selon ses leçons, de ceux qui cèdent devant les pressions politiques dominantes.

3. Le stalinisme est un système de domination bureaucratique basé sur la propriété collectivisée. V.I. Lénine écrivait à propos de l'URSS, en 1921 : « Un Etat ouvrier est une abstraction. En réalité, nous avons un Etat ouvrier, premièrement, avec cette particularité que c'est la population paysanne et non ouvrière qui prédomine dans le pays et, deuxièmement, c'est un Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique. » Cette observation perspicace du camarade Lénine, qu'approfondiront et développeront par la suite Trotsky et l'Opposition de gauche, dans leur lutte contre la bureaucratie stalinienne en voie de consolidation, met à nu les racines du stalinisme et éclaire la nécessité de défendre militairement et inconditionnellement l'URSS contre l'impérialisme et la contre-révolution capitaliste. C'est en 1923-24 que s'est produit le changement qualitatif, le Thermidor soviétique, lorsqu'une caste bureaucratique a exproprié le pouvoir politique. Une révolution politique prolétarienne est nécessaire pour restaurer l'Armée rouge et l'Etat soviétique dans leur mission révolutionnaire et internationaliste.

4. La nature de classe des Etats ouvriers déformés (l'Europe de l'Est, la Yougoslavie, la Chine, la Corée du Nord, Cuba, le Vietnam), définie par les formes de propriété

que ces Etats défendent, est qualitativement similaire à celle de l'URSS. Les bourgeoisies de ces pays ont été expropriées et c'est une caste bureaucratique qui détient le pouvoir politique. Le programme des partis d'avant-garde trotskystes, indispensables dans ces pays, est également qualitativement similaire à celui qu'il faut en Union soviétique : défense des acquis prolétariens et révolution politique.

5. La deuxième guerre froide domine la politique mondiale, du Pacifique au Proche-Orient, de l'Afrique à l'Amérique centrale. La tâche urgente et qui ne peut être reportée à plus tard, est de faire une propagande active dans le but de gagner les ouvriers avancés des centres impérialistes et les révolutionnaires potentiels des pays coloniaux et ex-coloniaux au mot d'ordre de défense de l'URSS et des Etats ouvriers déformés. Seul un parti qui défend l'Union soviétique avec constance pourra gagner le prolétariat soviétique à la bannière du trotskysme et sera capable de diriger une révolution politique prolétarienne victorieuse contre la bureaucratie stalinienne parasitaire.

6. Les années 80, comme les années 30, quand l'Opposition de gauche luttait pour rassembler des cadres et forger la Quatrième Internationale, sont une période de préparatifs de guerre. L'« extrême gauche » d'hier cherche désespérément à échapper aux dangers et aux pressions en s'adaptant à sa propre bourgeoisie. Aujourd'hui, comme alors, la question russe est une ligne de partage. La dernière importante bataille politique de Trotsky fut menée contre Max Shachtman et sa fraction dans le Socialist Workers Party américain, qui avaient adopté une position de troisième camp typiquement centriste à la veille de la Deuxième Guerre mondiale.

Aujourd'hui, comme alors, les révolutionnaires rejettent tout soutien à une quelconque version de front populaire. Car pour conclure de telles alliances de collaboration de classe, la bourgeoisie demande à ses lieutenants ouvriers deux garanties décisives : ne pas toucher aux rapports de propriété capitalistes et soutenir la défense nationale. De même que le soutien du Parti communiste français au pacte Laval-Staline a précédé son soutien au Front populaire de 1936, son soutien à la force de frappe antisoviétique a été une précondition nécessaire à sa participation au front populaire de Mitterrand ; front populaire pour lequel ont voté en 1981 toutes les organisations se réclamant du trotskysme en France — à l'exception de la Ligue trotskyste de France (LTF). La tactique électorale de la tendance spartaciste internationale (TSI) en France en 1981 était l'opposition conditionnelle aux partis ouvriers qui participaient à cette alliance de collaboration de classe. C'est-à-dire qu'une précondition pour considérer d'accorder un soutien critique à un parti réformiste de masse est l'indépendance de classe et qu'il présente des candidats en son propre nom. Nous n'avons pu donner notre soutien violemment critique au candidat à l'élection présidentielle Georges Marchais après le scandale raciste de Vitry qui a contribué à paver la voie à l'entrée du PCF dans le gouvernement aussitôt après les élections.

Ces dernières années, la guerre froide a connu deux « points chauds » d'une importance capitale, l'Afghanistan et la Pologne, particulièrement en Europe où la social-  
Suite page 8



La Ligue trotskyste a été à l'initiative de la manifestation de front unique à Rouen en décembre 1981 pour arrêter les fascistes.

## LO...

Suite de la page 7

démocratie montante s'est mise à l'avant-garde de l'hystérie anti-soviétique — le front populaire de Mitterrand en tête du troupeau. Seule la TSI est restée ferme et intransigeante face aux pressions dominantes.

\*\*\*\*\*

«[...] le Kremlin par ses méthodes bureaucratiques donnait une impulsion à la révolution socialiste en Pologne [...]. Les masses populaires d'Ukraine occidentale et de Biélorussie, en tout cas, ressentirent cette impulsion, en comprirent le sens et l'utilisèrent pour accomplir un renversement complet des rapports de propriété. Un parti révolutionnaire qui n'aurait pas remarqué cette impulsion à temps et qui aurait refusé de l'utiliser ne serait bon qu'à être jeté à la poubelle.

«L'impulsion vers une révolution socialiste ne fut possible que parce la bureaucratie de l'URSS repose sur l'économie d'un Etat ouvrier où elle plonge ses racines [...].

«[...] Cherchant à contester la réalité, à savoir que seuls les fondements sociaux de l'URSS obligèrent le Kremlin à établir un programme social révolutionnaire, Shachtman nous renvoie à la Lituanie, à l'Estonie et à la Lettonie où tout est resté comme par le passé. Argument incroyable! Personne ne dit que la bureaucratie soviétique veut et peut partout et toujours réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. Nous disons seulement qu'aucun autre gouvernement n'au-



Sports Illustrated

Les femmes d'Asie centrale soviétique ont été libérées du voile par la Révolution russe. A gauche, la gymnaste olympique Nelly Kim. Ci-dessous, une femme afghane réduite à l'esclavage par la réaction islamique.



Planeta Publishers

sassinat des instituteurs, le voile, le mariage forcé, la vie d'une bête de somme; du côté soviétique, le droit d'être un être humain. Même les anticommunistes endurcis des «organisations humanitaires» qui aident la guérilla afghane sont horrifiés par le traitement abject que ces «combattants de la liberté» infligent aux femmes. En décembre 1979, la tendance spartaciste internationale a choisi son camp dans

le cadre de leur stratégie de coexistence pacifique. La récente «initiative de paix» de Moscou et de Kaboul est malencontreuse et dangereuse. Il y a une guerre civile en Afghanistan et un des deux camps doit gagner. Offrir un «compromis» ne fera qu'enhardir les impérialistes. Plus tôt les féodaux seront écrasés et plus vite le sang cessera de couler et la voie du progrès social sera assurée.

\*\*\*\*\*

«Victor Serge a découvert au passage la raison de la ruine du Parti bolchévique: l'excès de centralisme, la défiance à l'égard du combat d'idées, l'insuffisance d'esprit libertaire ("libertaire", dans le sens anarchiste). Davantage de confiance dans les masses, davantage de liberté! Tout cela, en dehors du temps et de l'espace. Mais les masses ne sont pas toutes sur le même modèle: il y a des masses révolutionnaires, des masses passives, des masses réactionnaires. Les mêmes masses sont, à différentes époques, animées de sentiments variés, et répondent à des mots d'ordre différents. C'est justement pourquoi, l'organisation centralisée de l'avant-garde est indispensable. Seul le parti, grâce à l'autorité qu'il a acquise, est en mesure de pallier les oscillations de la masse elle-même. Peindre la masse sous les traits de la sainteté et engager son programme dans la voie d'une "démocratie" informelle signifie se dissoudre dans la classe telle qu'elle est, d'avant-garde se changer en arrière-garde, et par-là même, renoncer aux tâches révolutionnaires. Par ailleurs, si la dictature du prolétariat a un sens, c'est précisément celui d'armer l'avant-garde de la classe des moyens d'un Etat pour parer à tous les dangers, y compris ceux qui proviennent des couches arrières du prolétariat lui-même. C'est le B.A. BA, c'est ce que nous a appris l'expérience de la Russie, et ce qu'a confirmé l'expérience de l'Espagne» (Léon Trotsky, «Moralistes et sycophantes contre le marxisme: Les

Tous ceux qui parlent de la santé de l'économie et des entreprises ne pensent qu'à la santé du patronat. Défendons celle des travailleurs!

Arlette Laguiller,  
l'honnêteté, la sincérité,  
les préoccupations  
d'une femme du peuple.



Présidentielles 88 —  
Quand la  
démagogie  
populiste  
s'affiche.

rait pu accomplir ce bouleversement social que la bureaucratie du Kremlin s'est vue, malgré son alliance avec Hitler, contrainte de sanctionner en Pologne orientale: sans cela elle n'aurait pu l'inclure dans la composition de l'URSS» (Léon Trotsky, «D'une égratignure au danger de gangrène», Défense du marxisme, 1940).

7. En Afghanistan, les impérialistes soutiennent et arment une insurrection dirigée par des chefs tribaux et des mollahs réactionnaires contre un régime nationaliste petit-bourgeois allié à l'URSS. Dans cette guerre, la victoire des rebelles pro-occidentaux signifierait: 1) pour les peuples d'Afghanistan le joug d'une dictature obscurantiste islamo-féodale. 2) des bases impérialistes pour l'agression militaire, l'espionnage et la subversion aux frontières de l'Asie centrale soviétique. En Afghanistan, l'Armée rouge joue un rôle doublement progressiste: elle défend l'URSS contre une menace militaire directe et elle représente le camp du progrès social. Cela est particulièrement net avec la question femmes. Du côté des rebelles, l'as-

cet affrontement militaire entre deux systèmes sociaux: Salut à l'Armée rouge! Etendez les acquis sociaux de la révolution d'Octobre aux peuples afghans! Les autres organisations qui revendiquent une filiation avec le trotskysme, y compris Lutte ouvrière, appellent au retrait des troupes soviétiques, servant ainsi de relais à la campagne antisoviétique de la bourgeoisie et de la social-démocratie.

8. Il est scandaleux et erroné de comparer, comme le fait LO, l'intervention soviétique en Afghanistan aux guerres coloniales impérialistes en Algérie et au Vietnam. En l'absence d'un prolétariat afghan significatif, les acquis les plus élémentaires de la démocratie bourgeoise ne peuvent être introduits en Afghanistan que de l'extérieur. L'Etat soviétique et son armée peuvent jouer ce rôle éminemment progressiste — et pour une fois, ils le font — et la raison en est précisément le caractère historiquement progressiste de l'économie planifiée en Union soviétique.

9. Loin de s'embourber en Afghanistan, l'Armée rouge et les forces de la République démocra-

marchands d'indulgences et leurs alliés socialistes. Le coucou fait son nid dans celui des autres», 1939, Oeuvres, tome 21).

10. La crise qui s'est ouverte en Pologne avec la grève générale du littoral de la Baltique, pendant l'été 1980, a marqué la complète banqueroute politique (et économique) du stalinisme polonais. L'Eglise catholique, à qui la bureaucratie fait des concessions depuis des années, qui dispose de sa propre base sociale (les petits paysans propriétaires) et avait le monopole de l'opposition au régime, constituait le point de ralliement et l'épine dorsale des forces contre-révolutionnaires qui existaient depuis le début dans Solidarność. La TSI a reconnu le caractère contradictoire de Solidarność au départ et expliqué que la tâche des trotskystes était de séparer les ouvriers des forces cléricales-nationalistes sur une base programmatique de défense des acquis prolétariens — la propriété socialisée — et de l'unité des classes ouvrières polonaise et russe. Gagner les ouvriers sur ces deux questions était justement le moyen d'organiser une révolution politique prolétarienne et d'écarter le danger d'une contre-révolution restauracionniste.

11. 1981 vit le développement de Solidarność, une organisation politique de masse avec une base largement ouvrière (mais avec une forte composante petite-bourgeoise) derrière une direction ouvertement pro-occidentale. L'un des pires crimes des stalinistes en Pologne est précisément d'avoir poussé le prolétariat polonais, historiquement socialiste, dans les bras du Vatican et de l'Occident impérialiste. Lors de son premier congrès, en septembre 1981, cette organisation s'est définitivement consolidée autour d'un programme de restauration capitaliste: le démantèlement de l'économie planifiée («autogestion» et «autonomie» des entreprises); l'appel aux investissements étrangers et au Fonds monétaire international; des «élections libres» à un parlement, ce qui aurait signifié mettre le pouvoir gouvernemental à la base de la société dans les mains de forces nationalistes et anticommunistes notoires, y compris incluant en leur sein les antisémites pilsudskistes du KPN. Un délégué proposa une motion qualifiant Solidarność de socialiste (pour écarter les accusations de pro-capitalisme). Elle fut repoussée. C'est lorsque les choses en sont arrivées là que la TSI a appelé «Halte à la contre-révolution de Solidarność!».

La puissance de Solidarność a créé une situation de double pouvoir à froid qui ne pouvait pas durer. Fin 1981, la direction de Solidarność, autour de Lech Walesa, décidait d'engager une épreuve de force pour s'emparer du pouvoir. Cela fut dévoilé par la diffusion des enregistrements de Radom dont de longs extraits ont été publiés dans la presse occidentale.

12. La réussite de cette entreprise aurait été une catastrophe de proportion historique pour le prolétariat mondial et pour le prolétariat polonais qui aurait rapidement dû subir l'austérité dictée par le FMI et la terreur blanché indispensable pour défendre la «souveraineté polonaise» contre le «communisme russe athée». La position de la tendance spartaciste internationale est qu'il fallait mettre un coup d'arrêt à cette tentative de prise de pouvoir contre-révolutionnaire de Solidarność et c'est heureusement ce que fit le contre-coup d'Etat de Jaruzelski. Là encore, les

Nous reproduisons ci-dessous des extraits d'un article de Léon Trotsky, intitulé « Un réel succès » (Oeuvres, tome 3), qui est une polémique acérée contre l'étroitesse nationale.

# Trotsky contre LO

quatre-vingt-cinq ans que le Manifeste du parti communiste a été écrit.

« Les questions en discussion qui divisent le mouvement ouvrier n'ont pas un caractère épisodique ou tactique; elles ont un caractère principal, stratégique, et, par-là, international. Indépendamment de l'ampleur des traits particuliers de tel ou tel pays, ces traits, à notre époque, ne déterminent que la tactique et non la stratégie de la classe ouvrière. L'importance de la tactique est, bien entendu, énorme, et, en dernière analyse, toute stratégie se réduit à une tactique. Mais il est impossible de prendre une seule initiative tactique juste, si l'on n'a pas en main un compas stratégique. On ne peut s'orienter dans une situation nationale si l'on n'a pas évalué correctement sur le plan théorique la situation mondiale, si l'on n'a pas tiré les conclusions de l'expérience internationale de la classe ouvrière, si l'on n'a pas esquissé une perspective internationale, c'est-à-dire si l'on n'a pas le programme d'une nouvelle Internationale. »

[...]

[...]

« Quelques malins, qui ne comprennent rien au caractère de notre époque et n'ont rien appris, ni des victoires, ni des défaites du prolétariat, essaient de raisonner comme suit: "Nous allons construire d'abord un parti national, puis, sur des bases solides et assurées, nous construirons l'Internationale." L'argument paraît très sérieux, prudent, solide, mais il révèle pourtant une courte vue de philistin. Le mouvement ouvrier, en train de se régénérer, ne recommence pas l'Histoire; il a un passé colossal, identique dans ses grandes lignes dans tous les pays. Le prolétariat du monde entier a été rassemblé pendant des décennies par la II<sup>e</sup> Internationale et les syndicats. Au lendemain de la guerre mondiale, l'avant-garde s'est rassemblée sous le drapeau de la III<sup>e</sup> Internationale. La crise mondiale, le

fascisme et le danger de guerre ont un caractère international, mais le déclin du Comintern aussi. Il est clair que, sous l'influence des mêmes causes, les éléments avancés du prolétariat de tous les pays doivent chercher une issue dans la même direction. Peuvent-ils, dans ces conditions, se refuser à nouer des liens internationaux, à élaborer sur les questions de programme et de stratégie, à échanger des expériences politiques, et finalement à se soutenir mutuellement les uns et les autres en pratique, pour les premiers pas de leur travail ?

« Quelques malins, lents à se remuer, vont même plus loin et disent: "Nous ne voulons pas scinder nos rangs à cause de questions comme le caractère de l'Etat soviétique, la stratégie du Comintern dans la révolution chinoise, la politique du comité anglo-russe, etc. Nous voulons simplement aider les ouvriers de notre pays dans leur lutte de

classe."

« [...] Peut-on concevoir un médecin qui dirait n'avoir aucun intérêt pour les théories fondamentales d'anatomie, de physiologie et de pathologie, n'avoir aucune envie de discuter des théories nouvelles sur le cancer ou la malaria, mais préférer "simplement" soigner les malades de sa localité? Aucun ouvrier doué de raison ne confierait la vie de son enfant ou la sienne propre à un aussi pitoyable crétin. Par ailleurs, aucun capitaliste ne confierait la construction d'une usine à un ingénieur qui ne maîtriserait pas les théories fondamentales de la technologie du bâtiment. Ce n'est que dans le domaine de la politique, et même de la politique "révolutionnaire", qu'un charlatanisme d'ignorantins continue avec autant de prétention à discuter et argumenter contre la méthode scientifique. Il est parfois difficile de réaliser qu'il y a

organisations pseudo-trotskyistes ont hurlé avec les loups bourgeois au moment crucial (la LCR manifestait dans les rues de Paris aux côtés des fascistes et du RPR), se faisant ainsi de facto les apologistes de la

« Il va de soi que même si les travailleurs polonais se battent avec un programme qui ne va pas dans le sens de leur émancipation sociale, les révolutionnaires doivent être entièrement solidaires de leurs luttes » (« La situation internationale », novembre 1980, *Ibid.*, I, 2, p. 24), et un peu plus tard, ils regretteront que « la classe ouvrière polonaise [sic] a subi une défaite sans combat » (« La Pologne », Extraits des textes d'orientation de novembre 1982, *Ibid.*, I, 3, p. 5). LO a critiqué Walesa, mais lorsqu'est venu le moment décisif, LO a été de son côté des barricades.

14. Mais le 13 décembre 1981 en Pologne n'a rien réglé. L'acte défensif de la bureaucratie a gelé in extremis une situation qui est intenable à long terme. Il faut profiter de ce moment de répit pour construire des cellules clandestines de formation et de propagande trotskyste afin d'arracher la classe ouvrière à l'influence des prêtres et des réactionnaires et afin de préparer la révolution politique.

15. En ce qui concerne la Pologne et l'Afghanistan, Lutte ouvrière a capitulé devant la social-démocratie et s'est trouvée dans le camp de la bourgeoisie au moment décisif, contre les intérêts historiques du prolétariat. La position de défense de l'URSS de LO est illogique et désastreuse. A notre avis, Lutte ouvrière est déchirée entre la négation stalinophobe de la double nature de la bureaucratie stalinienne et le fait qu'elle se rend compte qu'il serait suicidaire de se couper des secteurs les plus avancés du prolétariat français dont l'attachement au pays de la révolution d'Octobre, fut-il déformé par l'influence du PCF, qui pratique la collaboration de classe, a pour l'instant résisté aux coups de boutoir de la propagande anti-communiste des deux guerres froides.

16. Depuis nos débuts en tant que tendance, il y a 25 ans, nous nous sommes basés sur le centralisme démocratique international, forme d'organisation que ne peuvent supporter les groupes pseudo-trotskyistes dont les appétits opportunistes nationaux entrent en conflit les uns avec les autres.



Jean-Claude Coutausse

Après l'accablant débat Lajoinie-Le Pen, l'obscène « duel » télévisé Arlette-Martinez.

Leurs tentatives de fusions internationales ne cessent de s'effondrer aussitôt arrangées, malgré leur capitulation commune sur la question russe. Nous cherchons à construire une Ligue trotskyste internationale que Trotsky reconnaîtrait comme sienne; notre but est de

reformer la Quatrième Internationale pour la révolution mondiale.

Ligue trotskyste de France  
section française de la tendance  
spartaciste internationale,

le 4 mai 1987



L'opportunisme a la mémoire courte: LO voudrait faire oublier son soutien à Mitterrand en 81.

contre-révolution « démocratique » dans le bloc soviétique.

13. LO a la position que « des Etats des Démocraties Populaires [...] furent et demeurent des Etats bourgeois » (« Les Démocraties Populaires », décembre 1971, réédité dans *Textes et documents, 1971-1985*, I, 1, p. 9). Cette position n'est pas tenable et va totalement à l'encontre de la réalité empirique sans parler de la théorie léniniste de l'Etat. Ce que cela signifie c'est que LO pense qu'il n'y a rien à défendre en ce qui concerne les formes de propriété en Pologne. Mais LO énonce aussi que « l'impérialisme n'interviendra pas pour "libérer" les pays d'Europe centrale, mais pour assujettir et l'Union soviétique, et son ancien glacis » (« L'Union soviétique », décembre 1971, *Ibid.*, I, 1, p. 8); pourtant lorsqu'il fut question de Solidarność, qui était financée par la CIA et l'Eglise catholique, cette arrière-pensée prudente était subordonnée au développement logique plus systématique d'une position fondamentalement stalinophobe:

## Vanunu...

Suite de la page 3

casque de motard lui couvrant le visage — tout ça pour qu'il ne soit pas photographié. Il est devenu connu comme « l'homme au masque de fer ».

Le chauvinisme qui imprègne tous les pores d'Israël a traversé tout le procès Vanunu. Juif sépharade converti au christianisme, Vanunu a reçu le traitement réservé par les sionistes à tous ceux (comme les Arabes) qu'ils considèrent comme des « sous-hommes ». Pour eux, Vanunu s'est mis au ban de cette société chauvine étroitement circonscrite à ceux qu'ils définissent comme « Juifs loyaux ». Mais, pour les peuples du monde, il est un héros pour avoir révélé les plans démentiels des dirigeants israéliens préparant un holocauste thermonucléaire.

Il est significatif qu'un certain nombre d'Israéliens, et particulièrement des Juifs sépharades — de plus en plus conscients que l'Israël

sioniste est un piège mortel —, aient exprimé leur sympathie à Vanunu.

Bien que les nouvelles concernant son cas aient été passées sous silence, Vanunu a clairement été une source d'inspiration. Lorsque deux cents personnes ont été arrêtées en Australie en octobre dernier pour avoir manifesté contre le centre d'espionnage de la CIA à Alice Spring, six manifestants se sont identifiés au tribunal en disant: « Je suis Mordechai Vanunu. » Le 13 février, près de quarante personnes se sont jointes à une manifestation appelée par nos camarades de la Spartacist League d'Australie et de Nouvelle-Zélande devant le consulat d'Israël à Sydney pour exiger: « Liberté pour Mordechai Vanunu! » La tendance spartaciste internationale et le Partisan Defense Committee ont participé activement à la lutte pour libérer cet homme courageux. Une protestation internationale doit être maintenant organisée pour libérer Vanunu de son cachot israélien.

Adapté de Workers Vanguard n° 450

## Fascistes...

Suite de la page 1

« il va falloir compter avec elle et qu'elle saura se faire entendre dans les usines, dans les bureaux et dans les syndicats agricoles » — une déclaration de guerre au prolétariat et à ses organisations.

A juste titre, le résultat obtenu par Le Pen inspire une réelle peur, mais cette peur se transforme en panique pour bon nombre d'organisations ouvrières. Et cette panique vient « justifier » leur appel à voter Mitterrand au second tour. La direction du PCF exhorte les « anti-Chirac et anti-Le Pen à leur barrer la route le 8 mai », et Juquin déclare « Pas de détail pour Chipen-Le Rac », pendant que, dans son sillage, la LCR est obsédée par une seule chose : « Battre Chirac-Le Pen ». Tous se retrouvent dans la situation du joueur de poker qui emprunte pour se refaire. Tous poussent les travailleurs à se rassembler, une nouvelle fois, derrière Mitterrand, bien que la direction du PCF dise le faire « sans illusions », expliquant que la réélection de l'actuel locataire de l'Élysée n'apporterait rien aux travailleurs. « Au contraire » ajoutera même cyniquement Marchais (*L'Humanité*, 28

avril). C'est le moins qu'on puisse dire ! Mais tous ces réformistes « oublient » un peu vite qu'après le Front populaire de 36 il y eut Pétain, qu'après Allende il y eut Pinochet. Tout comme la politique antiouvrière, anti-immigrés et anti-soviétique du front populaire de 81 a pavé la voie aux fascistes. Vouloir répéter 81 dans un contexte de consensus anti-immigrés qui unit sociaux-démocrates et politiciens bourgeois et d'un Front national menaçant qui va se nourrir de l'instabilité du régime, c'est criminellement mener les travailleurs à une défaite bien plus grave que la victoire électorale de la droite en mars 86. C'est pourquoi nous trotskystes n'appellerons pas à voter Mitterrand.

La lutte contre les fascistes ne se résoudra pas sur le terrain parlementaire, mais sur le terrain de la lutte des classes, dans les rues. Les dirigeants réformistes du prolétariat qui n'ont d'autre perspective que d'« écarter » les bandes fascistes du capital en se retranchant frileusement dans le parlementarisme vermoulu ou dans la simple lutte revendicative « ordinaire » sont leurs propres fossoyeurs et les fossoyeurs du prolétariat. Moins que toute autre, la lutte contre le fascisme ne tolère la moindre illusion

réformiste et pacifiste. Il n'y a pas d'autre voie que les mobilisations ouvrières/immigrées pour écraser les fascistes.

Le capitalisme génère et tolère les nervis fascistes en tant qu'auxiliaires de répression aujourd'hui essentiellement contre la frange la plus exploitée du prolétariat : les travailleurs d'origine immigrée et leurs enfants. Mais, quand le cadre de la « démocratie » parlementaire ou du bonapartisme classique ne sera plus suffisant pour subjuguier la classe ouvrière, il faudra à la bourgeoisie lancer une force paramilitaire de masse contre un mouvement ouvrier de masse. Le rôle des fascistes est précisément de rassembler, organiser et mobiliser la masse hétérogène des petits-bourgeois enragés, des éléments arriérés et marginaux du prolétariat et de la lie de la société capitaliste en décomposition pour en faire leurs sections d'assaut. Mais ce qui jette tous ces éléments disparates dans les bras de l'avant-garde de la contre-révolution, c'est la crise du capitalisme, l'impuissance de la « démocratie » parlementaire et la trahison des partis ouvriers réformistes, gérants loyaux du capitalisme. La lutte contre le fascisme est intrinsèquement liée à la lutte contre les fondements mêmes du système capitaliste, pour instaurer un gouvernement ouvrier.

La classe ouvrière, bien que terriblement affaiblie par des centaines de milliers de licenciements et désorientée par des années de collaboration de classe, est toujours puissante. Les dernières luttes de Renault-Cléon, de Chausson, de Michelin ou de la SNECMA, en pleine période électorale, en sont la preuve. La situation exige dramatiquement un parti révolutionnaire, léniniste-trotskyiste, qui reconnaisse que le combat du prolétariat et du fascisme exprime, en dernière analyse, la polarisation extrême de la société et pose la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat.



le Bolchévik

Les luttes de la SNECMA, de Michelin, de Renault-Cléon montrent une combativité qu'il ne faut pas laisser dissiper.

## Le tract de la LTF pour le 1<sup>er</sup> Mai

L'hydre hideuse du fascisme se dresse plus menaçante que jamais. Franchissant une étape supplémentaire dans ses agressions antiouvrières, Le Pen a choisi le 1<sup>er</sup> mai, symbole de lutte du mouvement ouvrier international, pour appeler ses troupes à une sinistre parade dans les rues de Paris. Le mouvement ouvrier doit faire échec à cette provocation lourde de dangers.

Pendant la campagne présidentielle, Le Pen a pu impunément utiliser la tribune électorale pour lancer partout dans le pays ses appels à la haine raciste et anticommuniste. Le soir même du premier tour, fort de sa percée spectaculaire, le candidat du Front national jetait définitivement bas le masque électoral pour appeler à la conquête des rues de Paris le 1<sup>er</sup> mai. Tout comme un certain Hitler, le 1<sup>er</sup> mai 1933... Le Führer français veut faire de ce 1<sup>er</sup> mai une démonstration de force et organiser son électorat hétéroclite en sections d'assaut contre les ouvriers et immigrés. Comme le fait remarquer le journal britannique *The Guardian* du 26 avril, c'est « un acte parfait de national-socialisme ». Il faut écraser les fascistes avant qu'ils nous écrasent !

La classe ouvrière a la puissance sociale pour empêcher les fascistes de manifester le 1<sup>er</sup> mai et pour

les écraser. Il faut des centaines de milliers de travailleurs, solidement organisés pour venir occuper le terrain sur lequel les fascistes entendent parader. Mais il n'y a plus une seconde à perdre. Déjà, le 27 janvier, à l'appel du PCF (qui a d'ailleurs vite après enterré cette initiative), ont eu lieu des manifestations de front unique, auxquelles la Ligue trotskyste a participé, rassemblant à travers toute la France des dizaines de milliers de travailleurs et d'antifascistes pour crier « Le Pen ça suffit ! » Il faut aujourd'hui passer à une étape supérieure. Les organisations ouvrières et démocratiques, politiques et syndicales, ont la responsabilité d'organiser, dès à présent, une action de front unique déterminée et massive, rassemblant ce jour-là dans la rue autour des bataillons ouvriers, principalement organisés par la CGT, les jeunes, femmes, immigrés, juifs, homosexuels, etc. pour stopper les fascistes.

Mais nous mettons en garde : ce qu'il faut, c'est un accord de combat, pas une soi-disant « action » de pression parlementaire pour réécrire Mitterrand « contre la droite et l'extrême droite ». Le Pen s'est nourri depuis 1981 de la politique antiouvrière, anti-immigrée et anti-soviétique des gouvernements de « gauche » et de la paralysie du

mouvement ouvrier ligoté par ses directions du PS, du PCF et des syndicats qui les ont soutenus et y ont participé. Ce qui arrêtera les fascistes, ce sont des centaines de milliers de travailleurs mobilisés et déterminés.

De profondes divergences existent entre les différentes organisations ouvrières, mais cela ne doit pas être un obstacle à la nécessaire action de front unique. Et, dans le cadre d'une action conjointe, toutes les organisations participantes pourront évidemment développer leur programme, leurs propres mots d'ordre.

Laisser sans riposte la provocation lepéniste du 1<sup>er</sup> mai, c'est laisser les mains libres à Le Pen pour déchaîner totalement demain la violence fasciste. C'est une question de vie ou de mort !

- Les fascistes ne doivent pas parader à Paris le 1<sup>er</sup> mai !
- Mobilisation ouvrière/immigrée pour écraser les fascistes !
- Pleins droits de citoyenneté pour les immigrés !
- Groupes de défense ouvriers/immigrés, basés sur les syndicats !

Ligue trotskyste,  
le 27 avril 1988

## Nicaragua...

Suite de la page 12

cette entreprise qui sont pleinement identifiés à la révolution ». Les organisateurs des Comités de défense sandinistes (CDS) « sont les premiers à qui l'on coupera la tête », menaçait un parent de contra.

Les garanties politiques accordées à la bourgeoisie signifient aussi qu'elle réclamera qu'on lui rende ses biens. Le même numéro de *Barricada* cite des dirigeants syndicaux qui disent que « cela serait comme rendre Coca-Cola à M. Adolfo Calero Portocarrero, qui est responsable de l'assassinat de tant de milliers de Nicaraguayens ». Mais l'usine Coca-Cola est un bon symbole de la révolution à mi-chemin que les sandinistes avaient commencée : les biens de ce dirigeant contra, agent de la CIA, n'ont pas été expropriés, mais ont seulement « fait l'objet d'une intervention » (placés sous tutelle gouvernementale) parce que Calero avait quitté le pays. Donc s'il revient... Quant aux terres de l'association patronale COSEP qui ont été occupées, le gouvernement pourrait simplement payer l'indemnité promise.

Depuis plus de huit ans, il était clair tant pour les dirigeants américains que pour les masses nicaraguayennes que le sort de la révolution n'était pas encore joué. Pourtant la tendance spartaciste internationale a été seule dans le mouvement ouvrier, au niveau international, à insister que le caractère de classe de la révolution nicaraguayenne n'avait pas encore été tranché. Quand le FSLN fit son entrée à Managua le 19 juillet 1979, l'appareil d'Etat de la dynastie (régnant sur le pays depuis que 45 ans plus tôt le premier Somoza fut mis en selle par les Marines) était en ruines. Mais contrairement aux rancœurs des reaganiens sur le « sandino-communisme », les guérilleros arrivés au pouvoir n'ont pas instauré un Etat ouvrier basé sur la propriété collectivisée.

Au lieu de cela, le régime sandiniste a proclamé sa sainte trinité : « économie mixte, pluralisme politique et non-alignement ». Comme initialement les guérilleros de Castro à Cuba, le gouvernement bonapartiste petit-bourgeois n'était engagé à défendre ni les formes de propriété socialistes ni les formes de propriété capitalistes. A Cuba, l'intransigence de l'impérialisme US, la fuite vers Miami de la bourgeoisie locale et l'absence d'un prolétariat luttant pour le pouvoir ont permis la consolidation d'un Etat ouvrier bureaucratiquement déformé. Mais le Nicaragua n'a pas connu sa « deuxième révolution ». Au contraire, nous pourrions maintenant assister au Nicaragua au rétablissement d'un Etat capitaliste.

Au cours des sept dernières années, Reagan a évidemment tout fait de son mieux pour écraser les sandinistes. Mais au lendemain de l'humiliante défaite de l'impérialisme US au Vietnam, les dirigeants américains hésitent à s'engager dans une autre aventure militaire dans le tiers monde. En même temps, des secteurs clés de la bourgeoisie nicaraguayenne sont restés en place. Maintenant, après la débâcle des reaganauts dans l'Iran-Contragate, et avec la déconfiture des contras, les Démocrates ont pris le contrôle de la politique américaine en Amérique centrale. Comme ils n'ont pas de meilleure alternative, ils veulent prendre au mot les offres d'Ortega à trahir. Et les accords de Sapoá

pourraient marquer la victoire de leur ligne de « contre-révolution pacifique » — laquelle serait tout sauf pacifique.

Pour commencer, il y a des centaines de milliers de fusils dans les mains du peuple nicaraguayen. C'est cela qui, en dernier ressort, a été l'obstacle à une victoire des contras, tenant même en respect la machine de guerre du Pentagone. Pour le FSLN, administrer un Etat capitaliste signifie *désarmer les masses*. En dépit de la lassitude due à la guerre, cela ne sera pas facile. Il est certain que les ouvriers de l'usine Coca-Cola menacés par le retour de Calero ou que les paysans qui travaillent des terres prises aux dirigeants du COSEP ne rendront pas de leur plein gré les fusils dont ils ont besoin pour défendre leurs conquêtes. Et déjà des syndicats d'opposition ont dirigé une grève acharnée (déclarée illégale) des ouvriers du bâtiment, ainsi que des arrêts de travail des mécaniciens automobiles, des dockers et des ouvriers des plantations de canne à sucre.

L'essoufflement de la guerre menée par les contras a amené à l'intérieur une escalade de la lutte de classe. Les actions ouvrières ont été provoquées par les mesures d'austérité style FMI décrétées par le gouvernement sandiniste à la mi-février. Tout en introduisant une nouvelle unité monétaire pour réduire l'inflation, payant les prix du marché mondial aux sociétés produisant pour l'exportation et augmentant de 500 % le prix du fuel, les sandinistes éliminaient pratiquement toutes les subventions pour les produits alimentaires et autres articles de première nécessité. Cela a provoqué une réduction massive des salaires, tandis que le riz et les haricots ont pratiquement disparu des marchés. En réponse, il y a eu des mobilisations à l'initiative des syndicats et des comités CDS de quartier pour découvrir les produits alimentaires accaparés par les trafiquants du marché noir.

Tandis que les efforts des sandinistes pour paver la voie à une dictature reconsolidée de la bourgeoisie ont divisé la classe ouvrière, ils ont unifié la bourgeoisie... contre les sandinistes. Aux élections de 1984 et plus récemment l'été dernier, les partis capitalistes étaient divisés entre ceux qui soutenaient les contras sur toute la ligne et ceux qui ne cherchaient pas ouvertement à renverser la révolution de 1979. Mais maintenant qu'Ortega et Cie ont accepté de « réintégrer » la contre-révolution, l'opposition bourgeoise (et réformiste) *tout entière* s'est rassemblée pour présenter une déclaration de quatorze partis demandant des réformes constitutionnelles remettant en cause le « monopole de parti (du FSLN) sur l'Etat ». Leur première cible est l'armée sandiniste, le pilier du régime actuel.

#### POUR LA REVOLUTION PERMANENTE !

Le 27 mars, au cours de l'émission télévisée *Face the Nation* de la chaîne CBS, on demanda au président nicaraguayen Daniel Ortega pourquoi il avait accepté de négocier avec les contras après avoir juré pendant des années qu'il ne le ferait pas. Parce qu'ils ont rompu avec Reagan, répondit-il. Certes, les reaganistes étaient bouleversés avec les accords de Sapoá. Mais cela ne signifie pas que les contras ont de quelque manière que ce soit rompu avec l'impérialisme US. En fait, s'ils rentrent à Managua pour jouer l'opposition « civile », ils se-

ront simplement transférés des comptes de la CIA et du Pentagone à ceux du « National Endowment for Democracy » qui finance déjà *la Prensa* et divers partis d'opposition et « syndicats-maisons ». Ils ont simplement changé de *patrones*, échangeant Ronald Reagan pour [le chef du groupe parlementaire démocrate] Jim Wright.

Les sandinistes, qui sont des nationalistes, ont toujours cherché une bourgeoisie « patriotique » ou, comme disent les stalinien, une « bourgeoisie nationale » qui voudrait rompre avec l'impérialisme.



AP/Wide World

**Journée internationale des femmes à Managua — Des femmes manifestent pour rendre hommage à l'héroïne sandiniste Nora Astorga et pour défendre la révolution.**

Mais comme Léon Trotsky l'a expliqué en formulant la perspective de la révolution permanente, à l'époque impérialiste il n'y a pas de bourgeoisie « nationale » indépendante dans les pays capitalistes arriérés. Les dirigeants de ces pays sont trop étroitement liés à leurs maîtres impérialistes, et ils craignent trop l'énorme masse des prolétaires et des paysans pauvres pour mener à bien même les tâches de la révolution démocratique bourgeoise. Pour réaliser une révolution agraire, pour obtenir la démocratie et l'indépendance nationale, il faut — comme en Russie en 1917 — une révolution ouvrière dirigée par un parti bolchévique.

Pourtant, le petit-bourgeois FSLN prêche la « réconciliation nationale ». Pour beaucoup de dirigeants sandinistes, cela veut simplement dire s'asseoir à table avec frères et parents qui sont dirigeants de la Contra. Le FSLN a déjà une fois dans le passé accepté un pacte comme celui qui est en train d'être négocié aujourd'hui : les accords de San José de juin 1979, qui avaient instauré un « gouvernement » où participaient les futurs dirigeants contras Robela, Chamorro et Cruz. Ce qui empêcha alors la consolidation d'un régime bourgeois « anti-Somoza », ce fut le soulèvement de masse qui fit décamper la Garde nationale dont les membres cherchaient à sauver leur peau. Maintenant les frères Ortega (Daniel le président et Humberto le ministre de la Défense) parlent d'un Nicaragua qui suivrait le « modèle mexicain ».

Il est probable que cela provoquerait des scissions dans le FSLN. (Déjà Leticia Herrera, diri-

geant des combattifs CDS, a été viré.) Et les militants sandinistes doivent se rappeler que la consolidation d'un Etat capitaliste au Mexique après la révolution s'est faite sur les cadavres de Zapata, de Villa et de milliers de combattants paysans et prolétaires. Mais même des sandinistes réputés durs, comme le ministre de l'Intérieur Tomas Borge, veulent seulement une version renforcée du régime actuel, et ils ont montré en réprimant des grèves qu'ils ne sont pas des partisans des travailleurs. Pour défendre la révolution nicaraguayenne, il

faut la *parachever* en expropriant la bourgeoisie et l'*étendre* internationalement.

Dans un pays paysan comme le Nicaragua, où l'industrie consiste en quelques usines comme FANATEX et Coca-Cola, il faudra probablement pour sortir de la terrible situation économique imposée par les impérialistes donner une large marge de manoeuvre aux petits producteurs et aux petits commerçants. Il faudra même faire certaines concessions à quelques producteurs capitalistes disposés à jouer le jeu — quelque chose de similaire à la NEP (nouvelle politique économique) de Lénine — au lieu des efforts des sandinistes pour imposer, sans succès, une planification à une économie capitaliste. Mais pour cela, la condition indispensable c'est que la classe ouvrière ait le pouvoir d'Etat — avec la direction d'un parti fermement attaché au communisme. La clé pour sauver la révolution nicaraguayenne des dangers mortels qui la menacent, c'est de forger un tel parti léniniste-trotskyiste.

Une révolution socialiste dans ce pays devra être internationale dès le début, s'étendre dans toute la région depuis le Panama stratégique jusqu'aux travailleurs combattifs du Salvador et au Mexique, avec son industrie lourde. Et cette révolution, menacée par l'impérialisme US, devra surtout s'étendre dans le centre impérialiste des Etats-Unis (ou contrairement à ce que prétendent les nationalistes, chaque pas du régime Reagan vers une intervention US au Nicaragua a provoqué une opposition massive). Aux Etats-Unis aussi, il faut construire un parti ouvrier de lutte de classe

en confrontant les réformistes qui s'accrochent à la queue du front populaire de la « coalition arc-en-ciel » autour de Jesse Jackson — pendant que les Démocrates au Congrès votent 48 millions de dollars d'aide aux contras.

Les luttes en Amérique centrale doivent être considérées clairement dans le contexte de la course globale à la guerre antisoviétique des impérialistes. Bien que l'idée que le Nicaragua est « une base pour les efforts soviétiques et cubains pour pénétrer le reste de l'isthme centraméricain » (rapport de la commission Kissinger) soit une élucubration reaganienne, il est vrai que l'aide soviétique a été vitale pour la survie de la révolution nicaraguayenne. Mais dernièrement Gorbatchev a menacé de laisser tomber le Nicaragua sandiniste en échange de la « détente » avec les Etats-Unis. Au cours du sommet de décembre dernier à Washington, le dirigeant du Kremlin a proposé de supprimer les livraisons d'armes lourdes à Managua en échange d'un arrêt de l'aide militaire US aux contras.

S'adressant à un groupe de sénateurs américains, Gorbatchev déclarait récemment que l'URSS « n'a aucun intérêt particulier en Amérique centrale » (*Clarín* [Buenos Aires], 13 mars). Mais l'Union soviétique a intérêt à stopper, là et ailleurs, l'exportation de la contre-révolution par Washington. Car si les Etats-Unis « marquent un point » au Nicaragua, cela ne fera qu'encourager les bellicistes de guerre froide à s'attaquer à l'Afghanistan, à Cuba, au Vietnam, à la Pologne et finalement à l'URSS. Car le fait que Staline et ses successeurs aient rêvé à la « coexistence pacifique » avec les impérialistes n'empêche pas que ces derniers n'aient jamais abandonné leur rêve de « refouler » la révolution d'Octobre.

Aux Etats-Unis, le milieu de la « solidarité » cherche à éviter la « question russe », qui est clé, afin de courir après les Démocrates. De même, ils applaudissent maintenant les accords de Sapoá, qui mettent en danger la révolution nicaraguayenne. Les trotskystes de la Spartacist League proclament que la meilleure façon de défendre le Nicaragua c'est la lutte révolutionnaire ici [aux Etats-Unis]. Défendre, parachever, étendre la révolution nicaraguayenne ! L'anti-impérialisme à l'étranger signifie la lutte de classe dans son propre pays !

LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE  
Section sympathisante de la tendance spartaciste internationale

Pour la révolution politique!

Les Etats ouvriers déformés  
et la théorie marxiste.  
(Chine, Cuba, Indochine...)

LE BOLCHEVIK 8 P 421 06  
75463 PARIS CEDEX 10

Prix: 5F  
Octobre 1978

Commandez la brochure  
de la LTF  
8 F port inclus  
Ecrire au Bolchévik, BP 135-10,  
75463 Paris Cedex 10

## Nicaragua

# Accord sandinistes-contras: La révolution en danger

Nous reproduisons ci-dessous un article traduit de Workers Vanguard n° 450 (8 avril), le journal de nos camarades américains de la Spartacist League.

L'accord de cessez-le-feu entre le gouvernement sandiniste radical-nationaliste et l'armée terroriste créée par les USA présente de graves dangers pour la révolution nicaraguayenne. Les losers contras, vaincus sur le champ de bataille et dont l'approvisionnement en armes a été coupé, disent qu'ils ont été forcés d'arrêter le combat — et c'est une très bonne chose. Mais en échange de la reconnaissance de son régime, le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) a donné à la bourgeoisie nicaraguayenne et à ses parrains de Washington de dangereuses garanties qui pourraient annoncer la remise en cause de beaucoup des acquis sociaux limités qui ont été obtenus par le renversement de la tyrannie somoziste. Les sandinistes proposent de gouverner le Nicaragua en restant dans les limites fixées par l'impérialisme yankee, et ce sont les Démocrates et non Reagan qui mènent la danse.

L'accord signé le 23 mars à Sapoá, à la frontière du Nicaragua, prévoit une trêve de soixante jours pendant laquelle les contras sont censés se regrouper (avec leurs armes) dans plusieurs zones; la libération (par étapes) de tous les prisonniers contras, ainsi que d'anciens membres de la Garde nationale de la dictature somoziste; la participation des contras à un « dialogue national »; et un cessez-le-feu définitif qui doit être négocié à Managua à partir du 6 avril. Le pacte garantit une am-



Gentile/Newsweek

Le cardinal contra Obando y Bravo signe l'accord de « paix » sous le regard du ministre FSLN de la Défense Humberto Ortega (assis), du président nicaraguayen Daniel Ortega (à gauche) et du chef contra Adolfo Calero (à droite).

nistie et les pleins droits politiques à la contre-révolution. En échange, les contras acceptent formellement la légitimité du gouvernement sandiniste et du président Daniel Ortega. C'est un échec pour les reaganauts, mais ceux-ci ont déjà pris des mesures de représailles en renforçant l'embargo commercial pour supprimer les maigres exportations de café nicaraguayen aux Etats-Unis.

Comme les accords de « paix » du plan Arias (Esquipulas II) contre lesquels nous avons mis en garde en août dernier, cet accord représente une tentative d'obtenir à la table des négociations ce que les Etats-Unis et les contras ont été

incapables de gagner par la force des armes ou en étranglant économiquement le Nicaragua: renverser le mouvement d'extension de la révolution en Amérique centrale. Toute aide aux insurgés de gauche salvadoriens a déjà été interdite; *la Prensa*, la voix de la Contra intérieure financée par les USA, a été rouverte; le cardinal Obando y Bravo, le cardinal contra, s'est établi comme centre de ralliement pour la « réconciliation nationale ». Et maintenant les bouchers somozistes sont libres comme l'air, et les chefs contras seraient autorisés à s'organiser « pacifiquement », bien qu'ils traînent les pieds pour parachever l'accord.

### NON AU « REFOULEMENT » DE LA REVOLUTION NICARAGUAYENNE!

Pendant les sept années de guerre des contras menée par la CIA et de sanctions économiques US qui ont saigné le pays à blanc, les travailleurs nicaraguayens ont défendu vaillamment leur révolution, en refusant de « crier grâce » comme l'exigeait Reagan. « Les contras sont finis », déclarait un conseiller militaire américain (*New York Times*, 3 avril). Cette victoire est à mettre au compte de la vaillance de l'armée sandiniste, notamment au cours de sa dernière offensive qui a coincé les contras à l'intérieur du Nicaragua en coupant leur voie de retraite par la vallée de Bocay. La suppression de l'aide militaire par un Congrès américain divisé a porté le coup de grâce. Maintenant, le dirigeant contra Adolfo Calero se répand en décla-

rations amères comme quoi « une fois de plus les Etats-Unis ont abandonné un allié ».

Après la terrible saignée d'une décennie de guerre presque continue contre les fantoches des Etats-Unis — 100 000 morts (dans un pays de trois millions d'habitants) et des privations économiques qui ont provoqué une misère considérable —, il est compréhensible que les masses nicaraguayennes aient accueilli avec soulagement une promesse de paix. Malgré cela, beaucoup ont du mal à accepter l'amnistie accordée aux tueurs somozistes: « Ces gens ont été capables de bombarder leurs propres villes natales », se plaignait une femme (*Christian Science Monitor*, 29 mars). En 1983, *Barricada*, le journal du FSLN, proclamait: « Ces bêtes fauves ne reviendront pas. » Mais elles sont maintenant en train de revenir. C'est une insulte abominable pour tous ceux qui ont perdu un fils, une fille, une mère, un père, un frère ou une soeur assassinés par les mercenaires de Reagan.

D'ailleurs, le fait que des tueurs psychopathes comme les commandants contras Attila et Hitler, Mercenario et El Buitre (le vautour) puissent se promener librement représente un danger mortel. *Barricada* du 30 mars rapporte que « le secrétaire du syndicat à FANATEX [la plus grande usine textile du Nicaragua], Bernicia Sanders, a annoncé que des parents des somozistes qui ont été amnistiés ont proféré des menaces de mort contre beaucoup d'ouvriers de

Suite page 10



Independent

Les troupes sandinistes, transportées par des hélicoptères soviétiques, ont balayé les contras lors de l'offensive de mars.